

tribune internationale

N° 5 - Juin 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

THE COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS
IN ARGENTINA
SAYS
STOP THIS WAR NOW



Manifestation à Londres contre Thatcher : « Arrêtez cette guerre tout de suite ! »

Malouines

UNE NOUVELLE PHASE DE L'AGRESSION IMPERIALISTE

**RETRAIT DE LA FLOTTE
BRITANNIQUE
DE L'ATLANTIQUE SUD !**

Pologne

Un tournant (pp. 5, 6, 7)

La question palestinienne (p. 11)

Moyen-Orient

Amérique centrale Crise dans le FSLN (pp. 15, 16)

Il y a vingt ans, l'indépendance (pp. 12, 13, 14)

Algérie

Supplément

Le front populaire et la politique du Parti communiste internationaliste



Contre Jaruzelski, Solidarité vit et vivra !

APRES LE DEBARQUEMENT BRITANNIQUE AUX MALOUBINES

Une nouvelle phase de l'agression impérialiste

Au moment où cet article est rédigé, des combats violents ont lieu dans les îles Malouines entre le corps expéditionnaire britannique et les forces argentines. La guerre qui « n'aurait pas dû avoir lieu », qui une fois commencée aurait dû n'être qu'un « simulacre » préparant la voie à un rapide règlement diplomatique, a pris le sale visage d'une « vraie guerre ». Par centaines, de jeunes Argentins et de jeunes Britanniques en sont déjà les victimes. Sans masquer, dans la grande majorité des cas, leur sympathie pour la « cause » britannique, les commentateurs de la presse bourgeoise occidentale se lamentent sur le dérèglement d'un engrenage devenu incontrôlé...

Qu'en est-il en réalité ? L'absurdité du conflit, du point de vue des intérêts globaux de l'impérialisme — et donc de la politique de l'impérialisme dominant, l'impérialisme américain — réside dans le fait qu'il oppose les plus solides soutiens de sa politique en Europe et en Amérique latine.

Le gouvernement réactionnaire de Thatcher, qui a sur les mains le sang des nationalistes irlandais lâchement assassinés dans ses prisons, a été le seul gouvernement européen à avoir accepté de cautionner, par la présence d'un « observateur », la mascarade électorale du Salvador.

La dictature militaire argentine, qui s'est acharnée pendant des années à décimer par les assassinats et les enlèvements l'avant-garde de la classe ouvrière d'Argentine, envoyait au Salvador des spécialistes de la lutte « antisubversive ». Incontestablement, la « guerre des Malouines » est un élément de désorganisation des plans de l'impérialisme en Amérique latine et en Amérique centrale.

Mais la question demeure : quel est l'enjeu de ce conflit qui explique que l'impérialisme américain ait finalement, avec les autres impérialismes, mis tout son poids du côté de la Grande-Bretagne ?

La chronologie des événements

De ce point de vue, le rappel de la chronologie des événements est éclairant. Le 30 mars à Buenos Aires, à l'occasion d'une manifestation convoquée par la CGT, par dizaines de milliers les travailleurs tiennent la rue face aux forces de répression de la dictature. C'est le point le plus haut atteint jusqu'alors de la remontée du mouvement de la classe ouvrière à un moment où menace une faillite économique sans précédent, où la junte militaire apparaît comme incapable de contrôler la situation.

Le 2 avril, les forces armées argentines occupent les îles Malouines. Galtieri a cherché à assurer un sursis à la dictature militaire par un acte capable de lui donner un « prestige » patriotique, car il correspond à l'accomplissement d'une vieille revendication nationale.

Les Malouines n'ont pas seulement été toujours considérées comme faisant partie du territoire national depuis la constitution de l'Argentine en Etat indépendant, et le contrôle exercé par l'Angleterre comme un vestige de l'ère impériale : elles sont pour le peuple argentin un symbole vivant de la domination exercée par l'Angleterre réduisant l'Argentine au statut d'une semi-colonie.

Et les mobilisations massives centrées sur l'affirmation « Les Malouines sont argentines », qui se développent alors dans tout le pays,

ne constituent pas un rassemblement autour des chefs militaires. La volonté d'en finir avec la domination impérialiste — qui se cristallise sur la question des Malouines — n'est pas séparable de la mobilisation contre la dictature qui s'est exprimée le 30 mars et débouche sur sa remise en cause, car la dictature militaire représentée par Videla, Viola ou Galtieri a précisément été l'instrument de la subordination à l'impérialisme.

Ce ne sont pas là des considérations « idéologiques », mais la réalité de l'expérience vécue par les masses exploitées et opprimées d'Argentine. Et cette réalité s'exprime sans équivoque dans les manifestations par le mot d'ordre : « Les Malouines sont argentines, les détenus et les disparus aussi ! »

Lorsque Haig se rendra à Buenos Aires, il sera accueilli par un extraordinaire rassemblement anti-impérialiste ; lorsque Galtieri tentera de se présenter comme le représentant du peuple argentin, il sera hué et à plusieurs reprises s'élèvera le mot d'ordre qui était celui de la manifestation du 30 mars : « Elle va finir, la dictature militaire ! »

Le mouvement des masses est directement contradictoire avec l'orientation des partis bourgeois (des démocrates-chrétiens et radicaux aux péronistes) rassemblés dans la « Multipartidaire » qui préconisent un accord avec la dictature. « Il faut ouvrir une parenthèse patriotique », dit le dirigeant péroniste Bittel, mais ce que traduisent les travailleurs au travers de leur mobilisation contre l'agression impérialiste, c'est qu'il n'est pas possible de mettre celle-ci en échec sans combattre politiquement la dictature et préparer sa chute.

L'unanimité des gouvernements impérialistes

En Angleterre, l'initiative de Galtieri provoque d'abord une crise gouvernementale qui est incompréhensible si on ne la relie pas au bilan de faillite du gouvernement Thatcher et à la situation dans laquelle se trouve la bourgeoisie impérialiste anglaise. Trois millions de chômeurs, les explosions de colère d'une jeunesse qui refuse l'avenir inscrit dans ce présent désastreux, la barbare répression exercée contre le peuple irlandais sont les signes indicateurs non seulement de l'irréversible déclin de l'impérialisme britannique, mais d'une profonde crise sociale et politique.

Face à la situation, le principal parti de la bourgeoisie, le parti conservateur, est lui-même profondément divisé et Thatcher a été mise en accusation pour s'être laissée surprendre dans la question des Malouines. Elle riposte en décrétant l'envoi de la flotte dans l'Atlantique Sud avec l'approbation d'une écrasante majorité du Parlement. Seule une minorité de députés travaillistes désapprouvent cette initiative.

Lord Carrington, le ministre des Affaires étrangères, démissionne, non pas tant à cause de ses « responsabilités » mais parce qu'il prend ses distances par rapport à ce qui lui apparaît, dans la forme, comme une aventure.

Car, sur le fond, il y a unanimité non seulement des représentants de la bourgeoisie britannique, mais des gouvernements impérialistes. Leur position s'exprime dans la résolution 502 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui réclame le retrait des forces argentines des îles Malouines, motion sur laquelle le représentant de la bureaucratie du Kremlin s'abstiendra alors qu'elle donne son fondement « juridique » à l'agression britannique.

Dans la foulée, tous les gouvernements de la CEE décrétaient un embargo sur les relations commerciales avec l'Argentine, et depuis cette décision a été par deux fois réaffirmée, alors que les opérations militaires battent leur plein. Seuls les gouvernements de l'Irlande du Sud et d'Italie se sont opposés à la reconduction, arguant que la mesure avait comme sens d'exercer une pression en faveur de négociations mais qu'elle ne devait pas être utilisée comme instrument d'un conflit militaire en cours.

Sur le fond donc — avec la complicité de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin — toutes les puissances impérialistes se sont retrouvées d'accord pour défendre le « droit international ».

Mais ce « droit », dans un monde fondé sur la domination impérialiste, n'est rien d'autre que la loi du plus fort, c'est-à-dire la perpétuation du droit des puissances impérialistes à piller, spolier, opprimer.

Pour l'ensemble des puissances impérialistes, accepter le « fait accompli » était intolérable, car c'était créer un précédent pour tous les pays coloniaux ou semi-coloniaux dans leurs relations avec l'impérialisme.

Le gouvernement de Thatcher a osé invoquer la défense des « principes démocratiques » en arguant du caractère odieux de la dictature argentine. Il est facile de démontrer cette hypocrite prétention en rappelant que l'impérialisme anglais a soutenu, sur tous les terrains, la dictature militaire argentine contre les travailleurs argentins.

Mais il faut aller plus loin : est-ce le caractère politique (dictature militaire) du gouvernement argentin qui détermine la nature du conflit ? Poser la question, c'est y répondre : imaginons que l'Argentine ait été gouvernée par un régime parlementaire et démocratique, est-ce que cela modifierait la nature de la revendication nationale au sujet des Malouines, et la réaction de l'impérialisme britannique aurait-elle été différente si ce gouvernement avait fait valoir la souveraineté argentine sur les îles ? Il est évident que non.

Il s'agit purement et simplement d'une guerre d'agression déclenchée par l'impérialisme britannique pour faire respecter ses prérogatives de « grande puissance » impérialiste.

La « diplomatie de la canonnière »

C'est à partir de là que les marxistes prennent position. Les travailleurs de tous les pays n'ont aucun intérêt commun avec le gouvernement de Thatcher et la défense de ses privilèges. La satisfaction des légitimes revendications nationales du peuple argentin, peuple opprimé d'un pays semi-colonial, ne peut qu'affaiblir leurs ennemis communs, les exploités impérialistes. (Voir article de L. Trotsky dans le supplément.)

Et la lutte contre la domination impérialiste des masses travailleuses d'Argentine est inséparable de leur combat pour l'ensemble de leurs revendications démocratiques et sociales contradictoires avec le gouvernement de la dictature.

Aujourd'hui, avec l'appui non seulement diplomatique mais directement militaire (utilisation de la base américaine d'Ascension, utilisation des satellites de surveillance et vraisemblablement d'avions ravitailleurs américains) de l'impérialisme américain, les troupes de choc de Sa Majesté reprennent pied, par le fer et le feu, sur les îles Malouines.

Le retour, mais avec les moyens de destruction sophistiqués pour lesquels le capitalisme utilise les ressources technologiques, à la « diplomatie de la canonnière » met en lumière l'actualité de la définition de Lénine : « L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne. »

Les porte-parole directs de l'impérialisme ont prétendu que l'« ordre » qui fondait leur domination était une garantie de paix illimitée. Mais pas seulement eux, les représentants de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin — qui, en permanence, foule aux pieds le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes —, dont le pouvoir et les privilèges sont tributaires du maintien de cet ordre, ont eux-aussi, au nom de la « coexistence pacifique », prétendu effacer le fait que cet ordre reposait sur l'exploitation mais aussi sur l'oppression, la négation des droits nationaux et démocratiques de l'immense majorité de l'humanité.

Aujourd'hui, au travers d'un conflit limité, c'est toute la barbarie que recèle le maintien de cet « ordre » qui se révèle.

L'instabilité des relations internationales

Mais c'est simultanément la crise de cet ordre mondial qui s'exprime dans le fait que ce conflit ait pu avoir lieu. Haig, représentant du plus puissant impérialisme, du pilier de l'ordre mondial, a multiplié les navettes entre Washington et Buenos Aires pour trouver une solution conforme aux intérêts de l'impérialisme mais qui tente de sauvegarder la stabilité de l'Etat bourgeois en Argentine.

En vain, bien que Thatcher ait accepté de considérer que la souveraineté britannique sur les Malouines était acceptable et que Galtieri ait multiplié les concessions sur la base de l'acceptation de la résolution des Nations Unies.

L'instabilité des relations internationales, le manque de « contrôle de la situation » au sujet duquel se lamentent les commentateurs est une résultante de l'accentuation de la lutte des classes, du degré de crise du système impérialiste et de l'« ordre » mondial qui perpétue sa domination.

Il ne s'agit pas ici de se livrer à des spéculations sur l'avenir. Mais une chose est certaine : le conflit des Malouines a d'ores et déjà déstabilisé tout le dispositif de l'impérialisme en Amérique latine. Il donne un brusque coup d'accélérateur au mouvement des masses dans tout le continent. En témoigne, par exemple, la décision des syndicats de dockers du Pérou de boycotter les bâtiments anglais. Les postiers péruviens ont bloqué toutes les communications avec la Grande-Bretagne.

En Angleterre même, c'est en rester aux apparences les plus superficielles que de prétendre que le gouvernement Thatcher sort renforcé de l'épreuve. Certes, la loyale coopération de la majorité de la direction du Labour Party a renforcé la campagne chauvine menée avec virulence par toute la presse bourgeoise, et les communiqués de victoire peuvent paraître détourner l'attention des problèmes les plus explosifs.

Mais ce n'est que maintenant que les conséquences de l'expédition dans l'Atlantique Sud commencent à se faire sentir. Et le plus important, c'est que, pour la première fois à cette échelle, le pacte tacite qui voulait que dans les grandes affaires internationales, il y ait l'« unité de front » du gouvernement et de l'opposition, a été rompu.

Trente-cinq députés du Labour Party, dont Tony Benn (qui est un leader potentiel du Labour Party), ont refusé de s'abstenir et ont voté contre la politique belliciste du gouvernement Thatcher lors du récent débat parlementaire.

Leur acte constitue un point d'appui pour un mouvement qui ne cesse de grandir dans la classe ouvrière, en particulier dans ses secteurs les plus organisés comme les mineurs. C'est ainsi que le secrétaire général du Syndicat des mineurs, Arthur Scargill, a déclaré : « L'Angleterre n'a aucun droit à parler de sa souveraineté sur des îles qui sont à 12 000 kilomètres de son territoire... C'est le devoir de tout dirigeant syndical que de s'élever contre la folie du gouvernement conservateur. »

Un mouvement qui s'exprime aussi bien dans les sections du Labour Party que dans les organisations syndicales, pour le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

Les organisations affiliées à « IV^e Internationale (CIR) » se trouvent au premier rang du combat contre l'agression impérialiste. C'est le cas en Angleterre, où dès le premier jour, le Socialist Labour Group a dénoncé l'opération militaire déclenchée par le gouvernement Thatcher. Mais d'ores et déjà au Brésil, en Espagne, en France, les sections de « IV^e Internationale (CIR) » ont été à l'initiative de manifestations en direction des ambassades d'Angleterre.

François Forgeue,
24 mai 1982

France

A l'appel du PCI, le 28 mai, par centaines, travailleurs et jeunes exigent devant l'ambassade d'Angleterre le « retrait des troupes anglaises de l'Atlantique Sud » et la « levée de l'embargo ».

13 AVRIL

déclaration du PST d'Argentine

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Argentine datée du 13 avril, sur la situation créée par l'agression impérialiste à propos des Malouines. Le texte du PST répond correctement aux problèmes posés, préservant l'indépendance de classe du prolétariat dans la lutte pour le front unique anti-impérialiste contre l'agression de la Royal Navy. Elle coïncide ainsi avec les positions de notre revue et les déclarations du Secrétariat international provisoire de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

L. F.

CAMARADES travailleurs, l'impérialisme anglais et ses alliés poursuivent leur escalade d'agressions contre la République argentine. Lundi, avec leurs sous-marins, ils ont commencé le blocus des îles Malouines, tandis que le gros de la flotte poursuit sa route vers nos eaux territoriales. Tandis que l'impérialisme européen applique des sanctions économiques contre nous, l'impérialisme yankee a l'audace et le cynisme de vouloir se retrouver en possession des Malouines, comme l'a proposé le « médiateur » Haig.

Tout indique que dans les prochaines heures, non seulement le danger concret d'un affrontement armé augmentera, mais les pressions économiques et politiques de l'impérialisme mondial s'accroîtront aussi pour tenter de briser la résistance argentine. Nous, socialistes, dès le premier instant, nous avons pris catégoriquement parti dans l'affrontement actuel : nous sommes avec l'Argentine et prêts à affronter l'impérialisme jusqu'aux ultimes conséquences. Cela ne signifie pas que nous soutenions le gouvernement : au contraire, nous avons été, nous sommes et nous resterons ses ennemis irréconciliables. Mais nous défendons le pays contre l'agression impérialiste.

Cependant, personne ne doit se bercer d'illusions : l'Argentine fait face à l'agression dans les pires conditions. Parmi les travailleurs, c'est non seulement la haine qui s'accroît face à la puissance impérialiste ; c'est aussi la préoccupation et la méfiance qui augmentent face aux conséquences qu'entraînera pour nous l'affrontement avec la troisième flotte du monde, soutenue ouvertement par l'impérialisme yankee.

Cette préoccupation est légitime. A cause du colossal ennemi auquel nous faisons face et parce que les travailleurs se méfient, à juste titre, de ce gouvernement. Des millions d'Argentins pressentent qu'avec cette dictature, le résultat de l'affrontement sera plus de misère et de pénuries pour le peuple et une soumission plus grande envers l'impérialisme. Nous, les socialistes, nous affirmons catégoriquement que pour affronter l'agression anglaise, il faut de profondes mesures anti-impérialistes, appuyées sur la mobilisation des travailleurs et du peuple tout entier. Ce n'est pas la voie du gouvernement argentin.

Le gouvernement n'affronte pas à fond l'impérialisme

Nous, les socialistes, nous ne disons pas cela en raison des antécédents de ce gouvernement, mais à cause de son comportement actuel, à cause de ce qu'il est en train de faire dans le cours de cette bataille avec l'impérialisme mondial. En voici les preuves. Premièrement, parce qu'il fait confiance à l'impérialisme nord-américain. La répugnante proposition colonialiste de Haig n'a même pas amené le gouvernement argentin à dénoncer le

fait que les yankees ne sont pas des médiateurs parce qu'ils sont du même côté que les Anglais, pas plus qu'elle ne l'a amené à rejeter comme inacceptable la « médiation » de Haig.

Cette politique complaisante envers l'impérialisme nord-américain a amené à ce qu'alors que les alliés impérialistes et les valets de l'Angleterre ont déjà commencé à appliquer des sanctions contre l'Argentine, notre pays ne compte que sur quelques déclarations de soutien, mais sans bénéficier d'une seule mesure concrète de solidarité. Par exemple, le blocus commercial de l'Angleterre par tous les pays qui se déclarent solidaires de l'Argentine.

Deuxièmement, parce que le gouvernement militaire répond à l'agression économique impérialiste en donnant de l'argent aux Anglais. C'est le seul gouvernement du monde qui paie ses dettes au pays avec lequel il est virtuellement en guerre ! L'explication en est simple : le gouvernement militaire ne veut pas rompre avec l'impérialisme ; c'est pour cela qu'il continue à honorer les emprunts aux banquiers anglais, ceux-là mêmes qui ont décrété le blocus et qui ont envoyé la flotte contre la République argentine.

Troisièmement, parce que le gouvernement est incapable de gagner l'adhésion du peuple travailleur. Où le gouvernement pense peut-être que le gel des salaires et le chômage galopant vont réveiller la ferveur et l'enthousiasme des travailleurs pour combattre l'impérialisme ? Sans cette disposition des travailleurs à combattre l'impérialisme jusqu'à la dernière goutte de sang, la victoire de celui-ci est inévitable.

Quatrièmement, parce que le gouvernement militaire nous met face à la guerre mais nous refuse le droit de vote, nous refuse d'avoir la CGT, des syndicats, des partis et des élections. Galtieri dit que le peuple veut savoir de quoi il s'agit, mais le peuple ne sait toujours pas ce qui est en train de se discuter parce que le gouvernement continue à pratiquer la diplomatie secrète. Toute cette politique n'a qu'une seule conclusion possible : *préparer la défaite de l'Argentine face à l'impérialisme.*

La seule voie pour battre l'impérialisme

Pour battre l'impérialisme, il faut s'engager dans une voie opposée à celle prise par le gouvernement. Nous, les socialistes, nous affirmons catégoriquement que cette voie existe : c'est celle de l'adoption de mesures radicales destinées à frapper l'impérialisme, et en même temps, soulager l'affligeante situation du peuple argentin. Ces mesures sont :

Premièrement : il ne faut faire aucune confiance à l'impérialisme nord-américain et à son ministère des colonies, l'OEA. Dehors Haig ! Aucune négociation où participe-



Manifestation à Buenos Aires début mai. Sur la banderole, on peut lire : « Non au chômage ! Non à l'impérialisme ! » (Syndicat des mécaniciens).

raient les Etats-Unis ou les pays qui ont voté ou pris des sanctions contre l'Argentine ! Que les pays qui se déclarent solidaires de l'Argentine passent aux actes et appliquent des sanctions économiques immédiates contre les agresseurs impérialistes. Il faut en appeler à la classe ouvrière et aux peuples du monde, à ceux-là qui ont lié les mains de l'impérialisme yankee au Vietnam. Il faut tenir des meetings et des manifestations de rejet contre les impérialistes ! La CGT et la CNT doivent appeler les peuples du monde entier, et en particulier d'Angleterre, à mettre en pratique le mot d'ordre : Ne chargez aucun envoi militaire sur des bateaux ou des avions britanniques ! Les soldats anglais doivent refuser d'obéir aux ordres qui violent la souveraineté d'un peuple !

Deuxièmement, il faut des ressources pour pallier la terrible situation du peuple travailleur et pour l'affrontement militaire. Ces ressources existent. Il faut cesser de payer la dette à la banque anglaise ! Il faut exproprier, nationaliser toutes les entreprises britanniques, sous contrôle des travailleurs, à commencer par la Banque de Londres et la Shell ! Avec cela, former un immense fonds contrôlé par la CGT et la CNT pour garantir une sécurité d'emploi et une augmentation des salaires d'un minimum de 400 millions. Ou l'impérialisme prétend-il que ce soit nous, les travailleurs argentins, qui financions son agression contre notre pays ?

Troisièmement, pour pouvoir mobiliser contre l'impérialisme d'une façon conséquente, il faut d'abord jeter à bas tous les barreaux de la dictature. Il faut en finir avec l'état de siège, les prisonniers politiques, l'intervention de l'Etat contre la CGT et les syndicats, les mesures contre les partis, l'absence d'élections et la permanence au pouvoir d'un gouvernement élu par trois voix.

Il est indispensable de réaliser un immense conseil national ouvert pour que le peuple puisse discuter librement de la meilleure voie pour battre l'impérialisme. C'est une Assemblée constituante élue par des élections libres et sans aucune proscription ! C'est la seule autorité légitime qui puisse décider sur l'affrontement actuel, et non pas le gouvernement militaire qui doit partir immédiatement. Comme, nous les socialistes, nous faisons une totale confiance aux travailleurs et au peuple, nous sommes convaincus qu'un gouvernement qui prendrait ces mesures gagnerait la solidarité des peuples du monde et emporterait l'adhésion immédiate et totale des travailleurs argentins, et que ceux-ci mèneraient le combat contre l'impérialisme jusqu'à ses ultimes conséquences, jusqu'à sa nécessaire défaite.

Que faire maintenant ?

Nous, les socialistes, nous sommes clairs : il faut affronter de toute façon l'impérialisme anglais et si celui-ci place la lutte sur le terrain militaire, nous serons à la première ligne de feu. Mais cela ne suffit pas. Il faut frapper l'impérialisme avant qu'il n'attaque en frappant au centre vital de ses intérêts. C'est pourquoi, pour battre l'impérialisme britannique et son soutien yankee, il n'y a qu'une voie : la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière, du peuple et de tous ceux qui se réclament de la démocratie et de l'anti-impérialisme.

Il faut poursuivre dans la voie engagée le 30 sur la place de Mai ! La CGT et la CNT ont dit que la défense de la souveraineté ne doit pas faire oublier les revendications sociales ; la CGT a y compris affirmé qu'elle n'agit pas au nom ou en soutien politique au gouvernement. C'est positif, mais c'est insuffisant parce que dans les faits,

ils sont en train de remettre au lendemain toutes les revendications sociales tant que dure la crise des Malouines. Il en va à peu près de même avec la majeure partie de la « multipartidaire » qui a annulé les réunions programmées, et qui n'a pas une position conséquente de remise en cause du gouvernement ni de rejet du rôle cynique de l'impérialisme yankee.

Nous, socialistes, nous sommes convaincus qu'il faut faire le contraire : pour mieux lutter contre l'impérialisme britannique, nous devons aussi lutter pour nos droits politiques et syndicaux et contre la dictature. C'est pourquoi nous appelons la CGT et la CNT à faire leur notre programme, et avec lui à appeler à la mobilisation des travailleurs et du peuple, en proposant à la « multipartidaire » et à tous les partis de participer aux réunions et mobilisations qui se tiennent et qui doivent être organisées dans les usines, dans les centres d'études, les quartiers et les villes.

Nous, socialistes, appelons à lutter pour :
— Battre l'agression impérialiste ! Les Malouines sont argentines !
— Dehors Haig et la médiation yankee ! Non à la diplomatie secrète !
— Pas un sou aux banquiers anglais ! Nationalisation de toutes les entreprises britanniques, sous le contrôle des travailleurs !
— Pleine démocratie politique et syndicale ! Restitution de la CGT et des syndicats et pleine légalité pour tous les partis !
— A bas le gouvernement militaire ! Assemblée constituante libre et souveraine !
— Vive la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme ! Thatcher et Reagan hors des îles Malouines et de toute l'Argentine !

MALOUINES

Une surprenante volte-face

Le 13 avril, le PST d'Argentine diffusait une déclaration que nous reproduisons en page 3, défendant une claire position de principe par rapport à l'agression impérialiste contre l'Argentine. Tout en prenant position clairement contre l'impérialisme anglais et ses alliés, Reagan, et avec lui tous les gouvernements impérialistes d'Europe, la déclaration maintenait fermement levé le drapeau de la lutte pour jeter à bas la dictature militaire, justement caractérisée comme pro-impérialiste et réactionnaire.

En effet, le fait de se situer dans le camp de l'Argentine contre l'impérialisme anglais, de se prononcer inconditionnellement pour la défaite du gouvernement impérialiste, ne peut signifier, pour les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, qu'elles abandonnent un seul instant le combat contre la dictature pour accélérer sa chute.

Comme l'affirme la déclaration de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », « combattre la dictature et préparer sa chute est inséparable de la défense de l'Argentine contre l'impérialisme britannique ». La déclaration du 13 avril du PST correspond pleinement à cette orientation.

Le 16 avril, l'avocat Enrique Broquen, représentant légal du PST avant le coup d'Etat, a fait paraître un communiqué de presse qui affirmait : « Notre rejet de l'impérialisme agresseur et de sa tentative d'utiliser à son profit le nom sans tache d'Ana Maria Martinez ne nous empêche pas, nous, socialistes, de poursuivre d'une façon inébranlable la lutte pour parvenir à éclaircir son infâme assassinat et pour le châtement de ses assassins. »

Le Courant socialiste des travailleurs ne cessera pas de lutter pour

l'apparition en vie des disparus, la libération de tous les prisonniers politiques et sociaux, condamnés ou non, pour la levée de l'état de siège, la fin des interventions de l'Etat dans les syndicats, le rétablissement de toutes les libertés syndicales, le libre fonctionnement sans restriction des partis politiques, la fin immédiate du gouvernement militaire et la convocation d'élections pour élire des députés à une Assemblée constituante.

Nous ne cesserons pas non plus de lutter contre la politique économique et sociale du gouvernement militaire, qui a détruit les bases de notre richesse et les abandonne à la voracité des multinationales et châtie la classe ouvrière argentine par le chômage et la misère. »

Une nouvelle déclaration

Or, le 1^{er} mai, suivant certainement une directive de Nahuel Moreno et de la « direction extérieure », une nouvelle déclaration a été publiée au nom du PST (voir les principaux extraits de cette déclaration ci-contre).

A la déclaration du 13 avril et au communiqué public d'Enrique Broquen, Nahuel Moreno oppose brutalement une orientation différente. S'adressant à la dictature militaire sanguinaire de Galtieri, Moreno affirme : « On ne peut vaincre si on ne change pas cette politique. »

Qu'est-ce à dire ? La dictature militaire se serait-elle transformée en un gouvernement anti-impérialiste qui devrait changer sa politique erronée pour aller jusqu'au bout de la lutte anti-impérialiste ? Jeter à bas la dictature militaire ne serait plus une nécessité pour lutter contre l'impérialisme ?

Plus grave encore, poursuivant son orientation d'adaptation à la dictature militaire, Moreno « pro-

fitte » de l'occasion pour faire « disparaître » les disparus. Pas un seul mot sur eux, sur leur réapparition en vie, comme l'avancait l'avocat Broquen. Pas un seul mot sur l'éclaircissement de l'assassinat de la militante trotskyste Ana Maria Martinez et le châtement des responsables.

Les manifestations des parents des disparus qui ont eu lieu chaque jeudi devraient-elles cesser ? Les Malouines sont argentines, mais pas les « disparus » ? La conclusion de cette orientation est évidente : le mot d'ordre « A bas le gouvernement militaire ! Assemblée constituante libre et souveraine ! » qui figurait dans la première déclaration disparaît dans la seconde et Moreno le remplace par la suggestion de faire appeler par la dictature une « Chambre nationale », sans avancer la question clé du renversement de Galtieri.

Le contraire d'une politique de principe

Signalons que la jeunesse péroniste et les Montoneros ont eu, dans les manifestations qui se sont tenues à Buenos Aires, une compréhension plus correcte et plus réaliste que celle de Moreno ; leurs banderoles disaient : « Malouines oui, dictature non ! », « Les Malouines sont argentines, pas la dictature ! »

Enfin, la déclaration de Moreno conclut en opposant à la ligne du front unique anti-impérialiste que Moreno a attaqué comme « révisionniste », l'unité nationale avec les forces armées et les patrons, avec la dictature militaire elle-même.

Lui qui, durant toute la période qui a précédé le combat actuel, se refusait à tout combat de front unique anti-impérialiste, est aujourd'hui prêt à constituer un bloc national avec les actuels assassins du peuple argentin, en confondant expressément la lutte ensemble contre un même ennemi, avec la réalisation d'un bloc de toutes les forces « ouvrières et patronales, avec ou sans uniformes ».

Moreno, à l'opposé d'une politique de principe, tente d'accréditer l'idée que le « fascisme » argentin pourrait se doter d'un programme de lutte contre l'impérialisme. La première conséquence du tournant à 180° dans la position que Moreno a imposé au PST se trouve dans l'attitude assumée par ses disciples au Brésil.

La logique d'une telle position

Convergence socialiste du Brésil s'est refusée à signer la déclaration que nous reproduisons ci-contre, et l'un de ses principaux dirigeants a justifié cette position en affirmant publiquement que « critiquer aujourd'hui Galtieri, c'est empêcher un large front anti-impérialiste pour combattre l'ennemi principal ».

La logique criminelle d'une telle position a conduit la rédaction de Convergence socialiste du Brésil à affirmer (Convergence socialiste n° 56) : « Le plus important d'entre eux (des événements - NDT) est sans aucun doute le soutien presque unanime que les gouvernements des pays latino-américains ont apporté à la revendication argentine de souveraineté sur les Malouines, le rejet de l'agression impérialiste britannique et du boycott économique de la CEE. »

Côte à côte, le Guatemala et le Nicaragua, la Bolivie et le Mexique, le Brésil et l'Uruguay ont voté une

1^{er} mai : une nouvelle déclaration du PST d'Argentine

A U moment où sont écrites ces lignes, le combat continue dans nos Malouines, et les informations font état de pertes considérables en avions et en équipement du côté des agresseurs. Nous, socialistes, nous ressentons la même joie que tous les Argentins anticolonialistes face aux revers que connaissent les agresseurs, et nous sommes convaincus que ce sont les premiers pas augurant de la défaite des impérialistes. (...)

Il ne s'agit pas seulement d'attendre de pied ferme l'agression armée : il faut attaquer, comme le font nos ennemis, sur tous les terrains. Il faut frapper les impérialistes partout et dans tous les domaines : économique, politique, militaire, diplomatique, etc. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions vaincre. Frapper les impérialistes là où cela fait le plus mal : au portefeuille. Pour que notre pays puisse réellement défaire l'agression impérialiste, il est nécessaire de faire un tournant de 180° dans la politique que mène le gouvernement militaire qui répond par des mots aux sanctions et chantages économiques impérialistes.

Alors que les agresseurs prétendent étrangler économiquement l'Argentine, le gouvernement n'a pas pris une seule mesure pour défendre le pays contre cet étranglement. Il a fait le contraire : il a continué à payer les « dettes » à l'ennemi, en finançant avec de l'argent argentin l'agression contre notre pays ! Il n'a pas pris une seule mesure contre le chantage fait par Ford, Volkswagen et Sevel, qui ont licencié 7 200 personnes pour tendre encore plus le climat social ! La banque de Londres, la Shell, la Nobrega Piccardo continuent à sucer les richesses produites par le travail des Argentins ! Ces richesses servent à alimenter l'ennemi ! On ne peut vaincre si on ne change pas cette politique ! (...)

Pour triompher, il est nécessaire :

- 1.- de ne pas reconnaître immédiatement l'immense dette extérieure envers l'Angleterre et son principal allié, les Etats-Unis ; de réquisitionner immédiatement et de nationaliser toute la propriété ennemie, à commencer par celle des Anglais et de leurs alliés yankees (...). Par ces mesures, non seulement on pourra frapper l'ennemi à son tout-puissant portefeuille, mais on pourra aussi : a) financer tout l'effort militaire ; b) renforcer le moral combattant en améliorant l'affligeante situation économique de millions d'ouvriers sans travail ou avec des salaires parfaitement insuffisants. (...)

Aucune confiance envers les « médiations » : la souveraineté ne se négocie pas !

C'est pourquoi les socialistes sont catégoriques et proposent :

- 1.- de rejeter toute « médiation » de l'impérialisme ou d'organismes contrôlés par lui.
- 2.- de proposer publiquement à tous les pays latino-américains de se prononcer en faveur de l'Argentine dans l'OEA, qu'ils concrétisent leur disposition et mettent leurs paroles en actes, en décrétant le blocus économique de l'Angleterre et des Etats-Unis, en mettant leurs forces armées à la disposition des forces armées argentines pour l'affrontement militaire avec l'impérialisme.
- 3.- dans cette guerre, il n'y a pas de neutres qui puissent servir de « médiateurs ». Sur la base d'énergiques mesures de force qui freinent l'offensive impérialiste, nous, socialistes, nous proposons la négociation directe et publique avec l'ennemi anglais, sur la base que notre pleine souveraineté n'est pas un point de discussion. (...)

Se préparer à une possible escalade

Il est nécessaire d'arracher les trompeuses bannières démocratiques des mains des impérialistes ! Pour cela, il est nécessaire d'implanter de nouveau la démocratie que le peuple réclame. Ainsi, nous pourrions conquérir la solidarité des peuples du monde entier et gagner la guerre !

Les socialistes sont convaincus que des mesures immédiates dans ce sens sont nécessaires : pleine légalité sans restriction pour tous les partis politiques, fin de l'intervention de l'Etat dans les syndicats, que soient rendus à la CGT ses droits juridiques et à son siège, amnistie large pour les prisonniers politiques.

Nous sommes également de fervents partisans de ce que le peuple intervienne et décide politiquement sur la guerre. Pour cela, il est nécessaire que soit convoquée immédiatement une grande assemblée dans tout le pays, une Assemblée nationale ou Chambre nationale, la représentation de la volonté populaire. Elle sera la meilleure base pour continuer la guerre jusqu'au triomphe ou pour, éventuellement, engager les négociations de paix devant le peuple (...).

Pour battre les impérialistes, frapper unis

Nous, socialistes, à aucun moment nous n'avons caché et ne cacherons notre opposition irréductible envers le régime militaire et patronal, mais nous sommes de fervents partisans du fait que tous les secteurs participent à cette mobilisation nationale anti-impérialiste, tous les secteurs, avec ou sans uniforme, ouvriers ou patrons, à la seule condition qu'ils veuillent battre l'agression et mobiliser le peuple pour cela.

Pour cela, nous, socialistes, nous appelons la CGT, la CNT, la « Multipartidaria », tous les partis politiques et tous les secteurs prêts à s'affronter résolument aux agresseurs, à impulser toutes les mobilisations et actions possibles pour que le peuple argentin frappe d'un seul poing et écrase l'agresseur.

Non à la paix sans souveraineté !
Guerre sans quartier contre les impérialistes ! »

Parti socialiste des travailleurs
1^{er} mai 1982.

Brésil

Les organisations et personnalités soussignées constatent que :

- 1.- Le peuple argentin est victime d'une agression militaire de la part du gouvernement anglais, qui tente d'occuper les îles Malouines qui sont partie intégrante du territoire argentin ;
- 2.- La dictature militaire argentine du général Galtieri tente de s'emparer de cette situation pour légitimer son gouvernement ;
- 3.- L'agression britannique mérite notre rejet, car le gouvernement anglais, qui impulse déjà le massacre du peuple irlandais, n'a aucune autorité pour remettre en cause le droit du peuple argentin à disposer de son propre territoire.

Face à cette situation, et sans assumer aucun compromis avec le régime militaire argentin, nous décidons d'envoyer au consulat britannique à Sao Paulo la motion suivante :

« Nous, organisations et personnalités soussignées, préoccupées par l'agression militaire que subit le peuple argentin de la part de la flotte anglaise qui se trouve en ce moment dans les eaux sud-américaines, et dans le but de défendre le droit du peuple argentin à disposer librement de son territoire, nous nous adressons à cette représentation diplomatique pour exiger : l'arrêt de l'agression contre l'Argentine, le retrait immédiat de la flotte anglaise de l'Atlantique Sud. »

Raimondo Rosa Lima, membre de la Commission exécutive de la Commission nationale pour la Centrale unique des travailleurs ; Clara Ant et Edson Campos, membres de la Commission nationale pour la Centrale unique des travailleurs ; syndicat des employés de banque de Sao Paulo ; syndicat des artistes de Sao Paulo ; syndicat des médecins de Sao Paulo ; syndicat des boulangers de Sao Paulo ; syndicat des postiers de Sao Paulo ; syndicat des vitriers de Sao Paulo ; syndicat des conducteurs de métro de Sao Paulo ; syndicat de la chimie de Sao Paulo ; syndicat des conducteurs de véhicules de Santo Andre, Sao Bernardo et Sao Caetano ; syndicat de l'industrie pétrolière de Campinas ; syndicat des imprimeurs de Santos (APASP) ; associations professionnelles des assistants sociaux (APEESP) ; association professionnelle des infirmiers de l'Etat de Sao Paulo (ASUSP) ; association des employés de l'Université de Sao Paulo (ASHC) ; association des employés de l'hôpital, des cliniques ; Cid Barbosa Lima Junior, vice-président du syndicat des ingénieurs ; Magno de Carvalho, secrétaire général de la fédération de Sao Paulo des services publics ; Cleusa Turra, président de la Direction centrale des étudiants de l'Université de Sao Paulo ; Luis Gonçalves, secrétaire général de l'Union de Sao Paulo des lycéens ; Hamilton Rocha, vice-président de l'Union métropolitaine des lycéens ; Mouvement de base des conducteurs de Sao Paulo ; Journal O Trabalho ;

Sao Paulo, 7 mai 1982

motion de soutien dans l'OEA, motion qui a complètement isolé les Etats-Unis et qui n'a compté que l'abstention de la Colombie et du Chili. »

La déclaration du PST argentin du 13 avril répondait par anticipation aux propos de la Convergence socialiste du Brésil : « Aucune confiance envers le ministère des Colonies : l'OEA ! » Pas de creux discours de solidarité, mais des actes. D'autre part, les discours en question, s'ils reconnaissaient la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines, n'en acceptaient pas moins la résolution 502 de l'ONU qui considère l'Argentine comme le pays agresseur. Belle « unité latino-américaine » !

Les pages de Tribune internationale étaient prêtes quand nous avons reçu la nouvelle déclaration du PST, elles comprenaient la reproduction de la déclaration du 13 avril avec une présentation expliquant pourquoi nous la soutenions. La volte-face imposée par Moreno nous oblige à ajouter cette mise au point et, en même temps que nous réaffirmons notre accord avec la déclaration du 13 avril, nous dénonçons l'hypocrisie de la nouvelle attitude que Moreno a fait prendre au PST. Cela ne nous réjouit pas.

Tribune internationale,
20 mai 1982.

POLOGNE

« Solidarité vit et vivra ! »

Tel un coup de tonnerre dans un ciel serein, les imposantes manifestations du 1^{er} mai et celles des jours suivants ont « surpris » tous ceux qui avaient enterré définitivement la révolution politique ouverte il y a près de deux ans en Pologne.

C'est qu'au-delà des criaileries, larmes de crocodile et autres bruyantes exhibitions de toutes sortes à la suite du coup de force du 13 décembre, tout ce que la planète compte de défenseurs de l'ordre existant respirait enfin. La presse impérialiste, à l'unisson des agences de propagande de la bureaucratie stalinienne, se pressait à faire état des « progrès de la normalisation » en Pologne.

Et chacun de deviser sur les « réalités géopolitiques » — entendez Yalta et Potsdam — aux termes desquelles la classe ouvrière d'URSS, de Pologne ou de Tchécoslovaquie ne pourrait espérer se débarrasser de la caste parasitaire qui impose la dictature bureaucratique tandis que les ouvriers américains, espagnols ou les paysans du Salvador seraient condamnés à subir l'exploitation et l'oppression impérialistes.

Tout allait donc pour le mieux et voilà que tout à coup l'hydre de la révolution relevait la tête, et avec quelle force ! Circonstance aggravante, pas à n'importe quelle occasion, puisque *Solidarité*, dans la clandestinité, appelait à manifester le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs.

Coup de tonnerre dans un ciel serein ? Assurément non ! Si la presse du monde entier, jouant l'étonnée, dût rendre compte de ces immenses manifestations défiant l'« ordre » de la bureaucratie, le silence devait retomber pudiquement de toutes parts. Nul, en tout cas, ne devait relever la signification extraordinairement importante de ces manifestations des 1^{er} et 3 mai ainsi que de la grève du 13 mai, et du tournant qu'elles matérialisent.

MALGRE les moyens de répression considérables mis en œuvre depuis le 13 décembre, les milliers d'arrestations et d'internements visant à décimer *Solidarité*, malgré la militarisation des entreprises et le quadrillage des villes par la milice, la bureaucratie n'a pu se rendre maîtresse de la situation.

Si le coup de force de Jaruzelski a pu venir à bout de la grève générale en la cassant par morceaux, il n'a pu entamer la volonté de tout un peuple de combat-

breuses entreprises. Dès le mois de janvier, la manifestation de Gdansk, partie des chantiers navals Lénine, apportait la preuve des rapports de forces réels dans le pays. Un mois plus tard, le 13 février, des manifestations avaient lieu dans plusieurs villes de Pologne.

La révolution disloque l'état de guerre

Le porte-parole du Conseil militaire de salut national (WRON), Jurzy Urban, déclarait le 19 février à des jour-



La manifestation appelée par *Solidarité* à Varsovie le 1^{er} mai. Sur les banderoles, on lit : « Libération des internés ! » et « Liberté pour *Solidarité* ! ».

tre pour recouvrer ses droits nationaux, démocratiques, ses acquis, la volonté du prolétariat de Pologne de se réapproprier leurs conquêtes sociales usurpées par la bureaucratie du POUP subordonnée à celle du Kremlin.

Immédiatement après le coup de force, la classe ouvrière, la jeunesse, les paysans ont reconstitué dans la clandestinité leurs organisations de *Solidarité*, ont édité tracts, bulletins réguliers, etc.

La productivité du travail n'a cessé de baisser tandis que différentes formes de grève — perlées, du zèle, etc. — éclataient sporadiquement dans de nom-

nalistes : « Le 13 décembre, on a mis le lutin dans la bouteille, si on la débouche maintenant, le lutin va sortir, si nous le laissons à l'intérieur, la bouteille risque d'exploser. »

Le 21 mars, à l'occasion du baptême de la fille de Walesa, 30 000 personnes avec badges, banderoles de *Solidarité* défiaient au grand jour l'« ordre » de Jaruzelski. Cette démonstration considérable manifestait une fois encore la disposition inentamée des masses à en finir avec la dictature bureaucratique. Les maîtres du Kremlin devaient eux-

mêmes le reconnaître. Le quotidien *Literaturnaia Gazeta* écrivait, le 30 mars : « Les forces contre-révolutionnaires en désarroi aux premières heures de l'introduction de la loi martiale intensifient désormais leurs activités », tandis que le quotidien de l'armée polonaise *Zolnierz Wolnosci* dénonçait de son côté cette « méfiance de la société, si profonde qu'il est impossible de créer une autorité quelconque ».

Aux environs du 13 avril, des arrêts de travail et des manifestations se déroulèrent dans de nombreuses villes du pays pour « commémorer » le quatrième mois de l'état de guerre tandis que dans les bulletins clandestins de *Solidarité*, désormais innombrables — dont un hebdomadaire à Varsovie —, les dirigeants du syndicat dans la clandestinité confrontaient leurs points de vue sur la tactique à adopter pour préserver le syndicat indépendant, recouvrer les acquis d'août, libérer les emprisonnés et internés et arracher la levée de l'état de guerre.

Le 22 avril, quatre dirigeants clandestins de *Solidarité*, Bujak (Varsovie), Frasnyniuk (Wroclaw), Hardek (Cracovie) et Lis (Gdansk) constituaient une « Commission provisoire de coordination de *Solidarité* ».

Dans une déclaration, les quatre dirigeants appelaient à développer « toutes les formes d'action et de pression pour forcer le pouvoir à négocier avec la direction de *Solidarité* conduite par Lech Walesa, sous la condition que tous les emprisonnés et internés soient libérés ». Nul doute qu'avec les manifestations importantes des 1^{er} et 3 mai derniers, un nouveau chapitre de la révolution s'ouvre en Pologne.

« Nous avons décidé d'instaurer de nouveau ce symbole »

1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs ; 3 mai, anniversaire de la Constitution démocratique polonaise de 1791. Deux dates qui, à elles seules, concentrent toutes les questions au centre de la révolution politique.

La décision de *Solidarité* de convoquer des manifestations à ces deux dates et l'écho qu'elles ont rencontré témoignent du contenu même de la révolution : la conjugaison des aspirations des masses à la démocratie, à la souveraineté nationale et à se réapproprier pour les défendre les conquêtes usurpées par la bureaucratie qui a conduit le pays à la faillite.

L'histoire de la Pologne, son combat séculaire pour réaliser son unité nationale et sa souveraineté mettent à l'évidence au premier plan ces revendications démocratiques. Le poids croissant du prolétariat depuis 1945 en fait la force motrice et dirigeante de ce combat (lire à ce propos la contribution de Stéphane Just pour la conférence mondiale de juillet 1982, dans *Tribune internationale* numéros 2, 3 et 4).

La décision de *Solidarité* d'organiser la manifestation du 1^{er} mai cette année — alors que l'an dernier le syndicat avait boycotté cette journée — avait été annoncée en ces termes par *Radio-Solidarité* :

« Voici la deuxième émission de la *Radio-Solidarność*. Elle a lieu à la veille de la fête ouvrière du 1^{er} mai (...). La société a été privée de ses symboles les plus importants. Tous ont été utilisés au service des autorités, comme c'est le cas avec le 1^{er} mai. Nous avons décidé d'instaurer de nouveau ce symbole. »

Cette déclaration suivie de l'hymne révolutionnaire « *Bandiera Rossa* » se concluait ainsi : « Acceptez que ce soit le motif musical de notre programme du 1^{er} mai. Faites que ce soit une admonestation pour ceux qui veulent mettre les travailleurs à genoux, qui veulent terroriser la société (...). »

La question de l'entente nationale

Dans ce combat, dans le cours de cette révolution, partie intégrante de la révolution mondiale, des cadres se lèvent, une avant-garde se dégage qui organise la résistance.

Dans l'immédiat, des questions se posent : comment parvenir à la levée de l'état de guerre, arracher la libération des internés et condamnés, etc. ?

Les discussions qui se mènent dans les bulletins de *Solidarité*, à l'intérieur des structures clandestines de *Solidarité* et jusque dans les camps, sont d'une grande richesse. Il nous faut ici nous arrêter sur un trait commun à la plupart des positions développées par des responsables de *Solidarité* : la question de l'entente nationale.

L'une des « déclarations » adoptées par les quatre dirigeants qui ont constitué la « Commission provisoire de coordination de *Solidarité* » porte sur l'« entente nationale ». Les dirigeants écrivent :

« Il est impossible de résoudre les problèmes auxquels est confrontée la Pologne sans l'ouverture de pourparlers entre le pouvoir et la Société. Nous sommes décidés à toutes les formes d'action et de pression pour forcer le pouvoir à négocier avec la direction de *Solidarité* conduite par Lech Walesa. »

La déclaration précise ensuite que le libérable à toute négociation est « la libération de tous les internés et condamnés ».

De son côté, Jacek Kuron, du camp où il est interné, se prononce lui aussi pour le « compromis » avec le pouvoir du POUP et indique que « seule une résistance massive et bien organisée » peut contraindre la bureaucratie à un tel compromis.

Comment la question se pose-t-elle dans la réalité ? Il serait en effet erroné de considérer dans l'abstrait le mot d'ordre d'« entente nationale ». Comme tout mot d'ordre, celui-ci doit être considéré en relation avec les rapports de forces réels, en les replaçant dans le déroulement même de la révolution en cours.

Avant le coup de force du 13 décembre, certains porte-parole de l'Eglise, du POUP et même de *Solidarité* se prononçaient pour l'« entente nationale ». Jaruzelski, au nom de la bureaucratie, a montré qu'il ne veut pas accepter l'existence des syndicats et partis indépendants, des élections et des libertés démocratiques. Le pouvoir bureaucratique, le POUP ne peuvent accepter l'existence indépendante de la « société ».

L'enjeu de la révolution

A quoi tient cette impossibilité ? A une seule raison qui concentre tout l'enjeu de la révolution : le POUP ne peut accepter de tolérer l'existence d'une organisation indépendante lui disputant en permanence dans les faits son pouvoir.

Est-il besoin de préciser que depuis l'instauration de l'état de guerre, une telle perspective d'entente s'est encore éloignée ? Comment, pour sa part, la bureaucratie comprend-elle l'« entente nationale » ? Le correspondant à Varsovie du quotidien stalinien en France *L'Humanité* qui écrit : « Au plan politique, le pouvoir s'efforce de donner corps à l'entente nationale », ne peut manquer de remarquer que l'instauration de l'état de guerre est un obstacle de taille. Il ajoute :

« Précisément, la levée définitive de l'état d'exception suppose que le pouvoir puisse disposer d'une base sociale suffisante et d'un instrument politique efficace, c'est-à-dire d'un parti actif et accepté par les masses. Dans la mesure où ces deux conditions ne sont pas réunies actuellement, la situation demeure fragile en Pologne. »

Ainsi, derrière les mots communs d'« entente nationale » s'affrontent en réalité les intérêts irrémédiablement opposés de la « société » tout entière d'une part, pour qui il ne peut y avoir d'entente nationale tant que *Solidarité* demeure suspendu, que les prisonniers ne sont pas libérés et que l'état de guerre n'est pas levé, et d'autre part de la bureaucratie parasitaire pour qui cette même « entente nationale » ne peut que signifier la reconnaissance par la « société » du monopole de son pouvoir, c'est-à-dire le retour à la situation d'avant août 1980.

Ainsi, là où un sectaire aveugle ne verrait qu'une seule et même chose, se disposent en réalité derrière les mêmes mots la révolution et la contre-révolution.

Paradoxe qu'on retrouve à propos de la question de la « réforme économique », puisqu'il s'agit par là pour la bureaucratie de porter un nouveau coup

contre l'économie planifiée, contre les rapports sociaux de production en soumettant plus encore l'économie aux exigences du marché mondial (entraînant licenciements, hausses massives des prix, liquidation de branches entières de l'économie), alors que, pour le prolétariat polonais, derrière les mêmes mots de « réformes économiques » et d'« autogestion » il s'agit de parvenir à se réapproprier la gestion de l'économie planifiée.

Ce que le même correspondant de *L'Humanité* révèle d'une manière fort claire en expliquant en quoi consiste la réforme économique pour la bureaucratie : « La réforme économique qui aurait pu être la chance des années 70, et devant laquelle les dirigeants d'alors ont reculé, est entrée en application. Elle doit, en quelques années, transformer profondément les structures de l'économie et les méthodes de gestion. »

Et de préciser aussitôt : « L'autogestion ouvrière s'avère en effet une composante indispensable de la réforme économique, mais, là encore, se trouve une source de conflit possible : dans beaucoup d'entreprises, des travailleurs ont fait savoir qu'ils ne participeront pas à l'autogestion si les syndicats ne sont pas autorisés à reprendre leurs activités. »

Les intérêts opposés des masses et de la bureaucratie

Répétons-le, derrière les mêmes mots se cachent en réalité les intérêts opposés des masses et de la bureaucratie, et ce, indépendamment de l'idée que s'en font tel ou tel dirigeant de *Solidarité*.

C'est donc en partant des rapports politiques réels entre le prolétariat et la bureaucratie qu'il convient d'analyser le cours des choses. C'est ainsi que le PSPP (sa délégation extérieure) peut écrire à juste titre :

« Personne en Pologne n'a voulu la confrontation avec les détenteurs du pouvoir monopolisé par le POUP. Personne en Pologne n'a cherché la confrontation avec les dirigeants de Moscou. »

Et pourtant, la confrontation a eu lieu. La responsabilité en incombe totalement à ceux qui ont décidé de la provoquer. La responsabilité pour toute la crise et la tragédie que vit à présent notre peuple leur incombe entièrement. Mais le peuple polonais veut la liberté. Fier de sa longue histoire et de sa tradition de lutte pour la liberté, il ne saurait accepter la sujétion et l'oppression ; l'arbitraire et l'oppression ne sauront triompher de la justice et de la démocratie. Aujourd'hui, nous le comprenons tous, il ne saurait y avoir de négociations des deux côtés des barbelés.

Nous le comprenons tous, quel que soit d'autre part notre point de vue sur la question, il ne saurait y avoir d'entente nationale sans la libération immédiate de tous les détenus, sans le droit au syndicat *Solidarność*, au NZS, à *Solidarité* rurale, à toutes les organisations sociales indépendantes de fonctionner librement, sans le droit pour tous les partis et organisations politiques de présenter leur programme et propositions, en toute démocratie devant la société, seule juge.

Nous le comprenons tous, il n'y a pas de réforme économique possible sans la levée de l'état de guerre. Des esclaves ne travaillent jamais comme des hommes libres et déterminés, qui savent à qui et pour qui leur travail profite. Les travailleurs polonais n'accepteront jamais cet esclavage. » (Déclaration de la délégation provisoire à l'extérieure du PSPP. 15 avril 1982).

C'est l'existence même du monopole du pouvoir du POUP qui porte en elle cette confrontation en permanence.

A l'évidence la nouvelle phase de la révolution politique qui s'ouvre exige des militants de la IV^e Internationale qu'ils développent partout la mobilisation du prolétariat international et de la jeunesse afin que ceux-ci pèsent de tout leur poids du côté des masses polonaises.

Exiger la libération immédiate de tous les emprisonnés, la levée de l'état de guerre, défendre *Solidarité*, assaillir sans relâche ambassades et consulats constituent la plus haute expression de l'internationalisme prolétarien.

A. Langevin.

POLOGNE

Une interview de Bogdan Lis

Tribune internationale-La Vérité publie ici de vastes fragments de l'interview d'un dirigeant de *Solidarność* de Gdansk, Bogdan Lis, membre de la Commission nationale, interview dont l'intégralité est parue dans le numéro 34 du bulletin clandestin de *Solidarność* à Gdansk, publiée avant les récents événements des 1^{er} et 3 mai.

QUESTION : Est-ce qu'il existe actuellement une possibilité d'entente avec le pouvoir ?

Réponse : — Pour répondre à cette question, il faut d'abord répondre à une autre question, qui est de savoir si l'état de guerre a atteint les buts que, selon les intentions du pouvoir, il devait atteindre. Or, il n'est pas difficile de constater qu'il ne les a pas atteints, mais cela n'était pas difficile à prévoir. Pourquoi a-t-on employé ce moyen-là ? Et là, même si l'on croit les déclarations officielles du pouvoir, on peut se demander s'il n'y a pas eu d'autres raisons que celles avancées officiellement.

Peut-être y en a-t-il eu d'autres ; peut-être l'appréciation de la situation et de l'état d'engagement de la société a été erronée. Il existe encore une autre possibilité. On peut se demander notamment si l'on n'a pas eu affaire à une décision consciente de transformation militaire avec toutes les conséquences qui en découlent (par exemple, les sanctions économiques étaient déjà attendues plus tôt et c'est pour cela probablement que la décision de liquidation de l'élevage de la volaille a été prise déjà en novembre 1981).

Je pense personnellement que tous ces facteurs ont joué un rôle important du point de vue de l'acceptation par la majeure partie de la direction du parti de la solution que l'on a connue le 13 décembre.

Aussi bien la fraction libérale que la fraction conservatrice ont considéré le fait de l'instauration de l'état de guerre comme une première étape de la lutte pour le changement de la situation sociale et politique en Pologne, pour le freinage du processus des réformes, mais chacune des deux fractions en question voit différemment l'aboutissement de cette lutte. Il ne faut toutefois pas croire que les libéraux du parti soient prêts à accepter des concessions importantes vis-à-vis de la société.

On peut quand même admettre qu'à leur manière ils voient la possibilité de sortir de la crise au moyen de l'atténuation des tensions et au moyen d'un certain pragmatisme d'actions se basant sur les expériences auxquelles ils sont arrivés grâce à l'analyse de l'histoire des crises successives de la Pologne d'après-guerre. Pour réaliser leurs buts, ils ont donc besoin d'un certain accord social.

Cet accord n'est possible qu'à condition de ne plus mettre continuellement en question le rôle dirigeant du parti en tant que force politique dirigeante en Pologne et une fois garantis les textes de loi affirmant ce rôle. Bien entendu, le parti a aussi énormément besoin que cet état de choses soit socialement accepté. Il y a d'autres conditions liées à cette situation et je pense que ça vaut la peine de se battre pour réaliser nos buts à nous.

Une telle entente est possible, mais tous les droits que les citoyens auraient obtenus par ce moyen-là

devraient être authentiquement et de façon claire garantis par le parti, et les citoyens ne devraient plus tolérer que l'on touche à ces lois, cela à différents niveaux de l'appareil du parti et de l'Etat. Les citoyens ont aussi leurs conditions, dont la réalisation est indispensable si l'on veut parvenir à une entente. Cela est compréhensible pour le pouvoir — il s'agit de la libération des internés et des emprisonnés pour activité syndicale.

C'est la raison pour laquelle, même si mon analyse n'est pas tout à fait exacte, il existe une possibilité d'entente. Bien sûr, il faut que l'idée d'entente puisse également faire son chemin dans le parti. Car contrairement à ce que raconte la propagande au sujet de la recherche très active au sein du parti de cette entente, la fraction conservatrice mène une lutte effrénée pour une autre solution de ce qui a commencé la nuit mémorable du 12 au 13 décembre.

Les conservateurs ont pour but de ne permettre aucun changement, de casser en même temps la résistance sociale au moyen de la terreur, de créer un système quasi-esclavagiste de travail afin de freiner la crise économique qui a tendance à se développer. Au cas où les conservateurs prendraient le dessus, il serait facile de prévoir les conséquences. Au lieu de l'entente, ce serait un conflit social et politique qui se développerait de jour en jour et qui pourrait avoir des conséquences incalculables, la guerre civile comprise ; ce serait la chute du niveau de vie de la population et probablement une chute totale de l'économie.

• Quel est l'avenir de *Solidarność* ?

— Il dépend beaucoup de l'attitude de toute la société et de la ligne adoptée par le parti. Je veux croire que c'est la conception de l'entente qui vaincra. Et alors, en fonction de la formule négociée du mouvement syndical, on verra si les syndicats pourront par exemple participer à la gestion du pays ou s'ils ne pourront s'occuper que de problèmes syndicaux. Il y a des discussions acharnées au sujet de la structure d'organisation.

Nous sommes décidés à ne pas lâcher les sections de branches et de corps de métiers dans le cadre d'un même syndicat. C'est là un symbole d'unité de tous les Polonais. Si l'on définit de façon adéquate le champ d'action du syndicat, il est possible de garantir qu'il ne s'occupe pas de ce qui est du ressort des partis politiques et cela sans s'ingérer dans sa structure d'organisation. *Solidarność* n'a pas été détruit par les rigueurs de l'état de guerre, et il ne sera pas détruit à l'avenir non plus.

• Que devraient faire les adhérents de *Solidarność* ?

— Etant donné les moments difficiles qu'il nous faut vivre, ils

devraient veiller tout particulièrement à leur attitude personnelle en rapport avec ce qui se passe autour d'eux. Dans l'action, ils devraient avant tout être en accord avec leur conscience. La manifestation de l'unité sociale à l'extérieur a une grande importance et indirectement elle influence aussi la politique du pouvoir.

Il faut que dans les entreprises soient formés de petits groupes de conspiration non pas d'instances syndicales, mais du mouvement de *Solidarność*. A tout moment, ils devraient être prêts à agir dans le cadre d'une seule grande action coordonnée. Le plan du détail de l'action sera défini à partir de la situation présente et il sera le fruit de consultations entre les régions. Les consultations sont en cours.

Pour le moment, il est déconseillé d'entreprendre des actions, tels les meetings ou les grèves, où les responsables syndicaux s'exposeraient aux arrestations et seraient donc éliminés. Il faut faire en sorte d'éliminer la tendance à s'engager dans les actions terroristes. Cela n'est pas admis par *Solidarność* qui va systématiquement s'en distancer.

Il faut organiser les canaux d'un libre échange d'informations, en polycopiant par tous les moyens accessibles les informations, les déclarations, les prises de position et toutes les sources indépendantes mais suspendues par le pouvoir. Il ne faut pas oublier ceux qui se sont retrouvés dans les camps et en prison pour avoir agi au nom de nous tous. Nous n'avons jamais le droit d'accepter qu'ils soient maintenant abandonnés à eux-mêmes. Cela constituerait une honte pour nous : « Lui aujourd'hui, toi demain », ce mot d'ordre devrait déterminer notre attitude envers ce problème et avertir les gens des conséquences d'attitudes conservatrices.

Il faut aider les familles des internés et des emprisonnés. Pour le moment, c'est le plus important. Il se peut que bientôt nous soyons obligés d'accepter d'autres méthodes d'action, mais cela dépendra du développement de la situation.

• Walesa et les responsables syndicaux de *Solidarność* emprisonnés par rapport à ceux qui restent et agissent dans la clandestinité...

— Il ne faut pas que soient créées de nouvelles et provisoires instances dirigeantes du syndicat, et cela aussi longtemps que nous pourrions ne pas le faire tout en agissant dans la situation de l'état de guerre. Les instances du syndicat sont légales et si nous n'en créons pas d'autres, nous renforcerons leurs positions au cas où il y aurait des négociations en leur donnant le plein pouvoir et notre aval pour nous représenter.

D'autre part, si nous agissons en dehors de larges structures d'organisation, nous éviterons le risque d'être démantelés par le service de sécurité. Lech Walesa est président du syndicat ; étant donné la situation présente, la démocratie syndicale est suspendue et Walesa a le droit d'adopter la façon de procéder qu'il aura jugée adéquate. Les responsables syndicaux en liberté ont pour tâche d'agir en sorte de renforcer la position de ceux qui auront éventuellement à négocier en notre nom avec le pouvoir.

Préparation du congrès de l'Association internationale des étudiants (AIE)

ILS n'ont pas baissé les bras... Les instigateurs sont une force étrangère au mouvement étudiant qui vise à miner l'unité du mouvement anti-impérialiste international... Ce sont les mêmes qui tentent de détruire le mouvement étudiant national et international, ceux qui détérioreront la situation mondiale et préparent un holocauste nucléaire. » C'est par ces mots que l'UIE dirigée par l'appareil stalinien prépare la contre-conférence de Moscou au moment où se tiendra le congrès de l'Association internationale des étudiants à Paris, à l'initiative de nombreuses unions dont le NZS.

Depuis un an, la quasi-totalité des unions à l'échelle internationale ont eu à l'ordre du jour la question des relations internationales. Dans chaque union, la ligne de partage s'est faite autour du soutien ou non aux travailleurs et étudiants polonais. Que ce soit en Norvège, où l'Union des étudiants norvégiens a pris fermement position aux côtés des étudiants polonais, que ce soit au Brésil, où l'union a très largement discuté de cette question, que ce soit en Angleterre, où seule une manœuvre bureaucratique a pu évincer la question, mais où tous les dirigeants staliniens ont été éliminés de la direction à cause de leur soutien éhonté à Jaruzelski, que ce soit au Danemark ou encore en Allemagne, partout cette question partage le monde étudiant.

Quel est l'objectif d'une telle campagne ?

Il n'est pas nécessaire dans cet article de revenir sur la révolution polonaise, il suffit de se reporter aux documents ci-joints. Mais il faut noter que, suite au coup de force de Jaruzelski, l'UIE s'est lancée dans une grande campagne internationale pour justifier la répression contre les militants syndicalistes indépendants polonais.

Tout a été bon. Ne lit-on pas dans l'avant-dernier courrier de l'UIE que les dirigeants du NZS « sont membres de la CIA, qu'ils visent à détruire le rapport de forces à l'échelle internationale » ? Chaque union, chaque pays aura son explication en fonction des situations politiques et sociales particulières. Par exemple, au congrès de l'Union des étudiants américains, les représentants du Parti communiste américain mènent campagne contre « l'AIE qui soutient le mouvement de libération nationale au Salvador, au Nicaragua et dans tous les pays du monde ». Au Pérou, les staliniens ont un autre angle d'attaque : « L'AIE se refuse à soutenir les mouvements de libération nationale et se refuse à toute campagne anti-impérialiste. » En Allemagne de l'Ouest, l'argumentation sera : « Ils sont pour le renforcement du potentiel militaire de l'OTAN et de l'Europe de l'Ouest. »

Il ne s'agit pas bien sûr de convaincre tel ou tel interlocuteur, mais de détruire toute possibilité d'organiser à l'échelle internationale un pôle indépendant, sous des formes adaptées, de l'impérialisme et du stalinisme. L'UIE et l'appareil stalinien ont parfaitement saisi l'écho de la campagne internationale et de ces prises de position menées par l'UNEF indépendante et démocratique. Que ce soit au moment du coup de force de Jaruzelski ou du soutien à la campagne sur le Salvador ou le Nicaragua, ou encore sur l'Afrique du Sud. Voilà pourquoi l'UIE a décidé d'organiser une conférence européenne à Moscou au même moment que le congrès de l'AIE, mettant ainsi chaque union étudiante devant ses responsabilités.

« En toute indépendance par rapport aux Etats, aux alliances et aux blocs... »

C'est dans cette situation que le congrès de l'AIE se prépare. Les thèmes de ce congrès doivent, selon la déclaration du Secrétariat international provisoire de l'AIE, tourner autour de trois points :

- le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- le chômage des diplômés et la démocratisation de l'enseignement supérieur ;
- les statuts de l'AIE.

Ces discussions donneront l'occasion aux différentes organisations de discuter en fonction de leur expérience des problèmes posés.

Les militants de la IV^e Internationale ne sauraient confondre le rassemblement international d'unions hétérogènes dont les histoires sont différentes et une Internationale révolutionnaire de la jeunesse. Cela étant dit, il est évident que le combat pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pose pour nous la question de la lutte contre l'impérialisme et le stalinisme, que ce soit au Salvador ou en Pologne. Combattre pour que le mouvement international s'organise de façon indépendante, prenne position pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donc contre toute oppression militaire de l'impérialisme ou encore contre tout coup de force militaire comme en Pologne, sera pour nous l'essentiel dans ce congrès.

La réponse à l'UIE par le Secrétariat provisoire de l'AIE est dans ce sens un pas positif dans la voie d'une véritable Internationale étudiante indépendante : « Le secrétaire de l'UIE ne comprend pas ce que signifie pour nous la liberté et l'indépendance. Peut-être parce qu'au lieu d'apprendre le sens de ces principes, il a appris et enseigné l'art de corrompre et d'intimider, l'art des résolutions que l'on ne peut discuter, l'art de tuer la liberté et l'indépendance dans le corps du mouvement étudiant international. »

Parfois, l'UIE fait référence à un passé lointain, mais jamais au présent ou à l'avenir. L'AIE, qui regroupe en son sein les héritiers des grandes traditions du combat des étudiants à l'échelle internationale, n'a pas pour vocation d'exercer l'hégémonie d'un bloc ou d'un Etat sur le mouvement étudiant, elle a pour elle le présent et l'avenir. Chers amis, l'heure est au regroupement des étudiants du monde entier en toute indépendance par rapport aux Etats, aux alliances et aux blocs. »

Le second aspect : la lutte contre le chômage des diplômés et la démocratisation de l'enseignement supérieur revêtira aussi une certaine importance. En effet, la tendance générale du système capitaliste et de l'impérialisme est de réduire les coûts de formation et de limiter le nombre d'étudiants sous la forme d'un enseignement élitiste réservé à quelques-uns. Cela est particulièrement vrai non seulement en Europe occidentale, mais dans de nombreux pays d'Afrique ou d'Amérique latine, etc.

Combattre pour que le mouvement étudiant à l'échelle internationale ne s'inscrive pas dans cette logique mais défende les aspirations et revendications des étudiants, par l'accroissement du nombre d'étudiants, par le développement des moyens permettant aux étudiants d'apprendre dans des conditions décentes, est la forme la plus élémentaire à l'université du combat contre le système impérialiste et capitaliste.

Notons que d'après le récent communiqué du NZS, une importante contribution sur la sélection et la rentabilisation dans les pays de l'Europe de l'Est sera proposée aux congressistes.

Il ne fait aucun doute que le congrès de l'AIE qui se tiendra du 18 au 21 juin à Paris sera un élément important du regroupement international des étudiants, et *Tribune internationale* s'en fera largement l'écho.

POLOGNE

Déclarations du syndicat indépendant des étudiants polonais, le NZS

Le 28 décembre 1981, les autorités communistes de la République populaire de Pologne ont commis un acte arbitraire de plus en délégalisant l'Union indépendante des étudiants (NZS) qui avait été dûment enregistrée. Sans attendre cette date, dès le 13 décembre, en vertu du « décret » sur l'état de guerre, elles avaient privé de liberté nombre de nos camarades, paralysant ainsi la direction du NZS démocratiquement élue.

Comme on le sait, ce n'est pas la première attaque contre les étudiants. En mars 1968, le pouvoir avait brutalement étouffé les premières actions des étudiants visant à un renouveau de la science et de la culture polonaises. Vers la fin des années 1970, il tenta de régler leur compte aux étudiants organisés dans le SKS (Comité étudiant de solidarité). Il a fallu attendre août 1980 pour que les étudiants puissent entreprendre de se constituer dans une organisation authentiquement indépendante et autogérée. Le 22 septembre 1980, au cours d'un meeting à l'Université Jagellonne, fut

proclamée l'Union indépendante des étudiants.

Le 17 février 1981, à l'issue d'une longue grève nationale de tout le milieu étudiant, le NZS fut officiellement reconnu par les autorités en tant qu'organisation officielle sur le plan juridique et légal. Pendant une année et demie d'existence, le NZS s'est concentré sur les problèmes de l'université, a lutté pour son autonomie et pour la démocratisation de la vie universitaire et s'est intégré dans l'action nationale entreprise par le syndicat Solidarité pour la vérité et pour la dignité de l'homme dans son propre pays.

Le 13 décembre 1981, le régime communiste a fait une tentative de plus, mais cette fois sans précédent, de spolier la nation de tous ses droits en suspendant l'activité de Solidarité et d'autres organisations sociales, en emprisonnant ceux qui assumaient des fonctions de direction dans ces organisations dans le but de détruire les initiatives indépendantes politiques, sociales, économiques et culturelles. C'est de nous que dépend le succès ou l'échec de ces tentatives désespérées du pouvoir de priver la société de

structures garantissant la démocratie.

Le NZS refuse la décision arbitraire et illégale du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Technique. »

De nombreux militants du NZS ont été internés en même temps que les militants de Solidarność ; ils ont été victimes des mêmes brutalités que les ouvriers. Le NZS ayant été déclaré illégal le 28 décembre, il ne pouvait qu'être dissous ce qui s'est produit le 5 janvier 1982. Le pouvoir en ayant fait une cible privilégiée parce que de nombreux étudiants se sont identifiés avec le NZS. Voici la déclaration faite le 7 janvier par les membres du NZS dissous deux jours plus tôt :

DECLARATION PUBLIEE APRES LA DISSOLUTION DU NZS, le 7 janvier 1982

« La dissolution de l'Union indépendante des étudiants est un nouveau coup de la junte visant à détruire les aspirations des Polonais à la liberté. L'année entière d'activité de notre union a contribué à transformer d'une façon fondamentale la vie des écoles supérieures ; elle a renforcé leur autonomie, démocratisé la communauté universitaire, a dynamisé l'activité sociale et culturelle.

Le nombre grandissant d'adhérents à notre organisation et le fait que de nombreux membres d'autres organisations adhéraient à nos actions prouvent que nous avons su non seulement défendre les intérêts de nos membres mais de toute la communauté universitaire. La dernière grève des écoles supérieures a été une manifestation de l'unité de la jeunesse. Nous défendons les droits les plus élémentaires, nous nous battons pour notre avenir, pour l'avenir de la Pologne, pour la liberté de la science.

Aujourd'hui, délégalisés et relégués dans la clandestinité, nous restons libres, même si nous devons le payer par la prison. Tel est le sens de notre activité ; y renoncer signifierait l'abandon des acquis d'août 1980.

Nombre d'entre nous ont, à l'époque, aidé les grèves ouvrières ; aujourd'hui, nombre d'entre nous partagent le sort des militants ouvriers condamnés à de longues peines de prison ou incarcérés dans des camps. Cette communauté de destins renforce la plus grande

Paris, le 18 avril 1982

Chers amis,

De nombreuses unions nationales nous ont demandé quelle était notre position sur le meeting de Moscou et quelle devait être la position des unions occidentales. Comme vous le savez, le NZS est membre fondateur de l'Association internationale des étudiants. De nombreuses unions ont répondu à notre appel et viendront discuter avec nous à Paris, au premier congrès de l'AIE.

Des rumeurs circulent que le conseil des étudiants de l'URSS voudrait tenir son meeting en même temps que le congrès de l'AIE pour placer les unions devant ce choix : Paris ou Moscou. A Moscou, le SZSP, réanimé par le général Jaruzelski, représentera les étudiants polonais à notre place.

Vous comprendrez que, compte tenu de la situation dramatique que vit notre peuple depuis le 13 décembre 1981, pour nous, la présence d'une union à Moscou signifie la reconnaissance du SZSP et de la junte militaire de Jaruzelski. Nous ne pouvons pas avoir d'autre position. C'est pourquoi nous demandons aux unions de bien considérer leur position.

Anna Krajewska,
représentante officielle du NZS,
pour le Comité de coordination
du NZS à l'étranger.

A toutes les unions nationales, le Comité de coordination du NZS à l'étranger

Le 6 avril 1982

Chers amis,

L'an dernier au mois de juin, fut créée l'Association internationale des étudiants. Le NZS était l'un de ses fondateurs. Dès sa création, le NZS a combattu pour l'autonomie des universités, la liberté de la science, et a défendu les droits démocratiques de notre société. Nous considérons l'AIE comme un lieu d'échange d'opinions et d'expériences, et également le lieu où nous pouvons ensemble discuter de la meilleure manière de défendre les intérêts des étudiants à travers le monde.

Le 13 décembre, la junte militaire de Jaruzelski a suspendu toutes les libertés en Pologne, Solidarité et le NZS ont été suspendus, et leurs dirigeants envoyés en prison. Le 5 janvier, le NZS fut dissous par la junte comme étant une organisation extraordinairement dangereuse pour le « socialisme » dans notre pays.

Mais nous n'acceptons pas cette décision, que nous considérons comme une nouvelle atteinte aux droits de l'homme. Le NZS existe toujours et poursuit ses activités dans la clandestinité. Il travaille en coopération avec Solidarność, organisant le mouvement de résistance. Le NZS sera présent au premier congrès de l'AIE qui devait, à l'origine, se tenir à Varsovie. Le NZS apportera aux unions nationales des informations détaillées sur notre situation.

Nous demandons à toutes les unions nationales de venir à Paris discuter avec nous. Le NZS a besoin de votre aide et de votre solidarité.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Anna Krajewska,
représentante officielle du NZS,
au nom du Comité de coordination du NZS
à l'étranger.

valeur de la révolution d'après août — la solidarité de la société tout entière. »

Le Comité étudiant de défense de la démocratie (SKOD) de l'Union indépendante des étudiants (NZS) s'est fixé pour objectifs :

- 1.- d'organiser la société et plus particulièrement le milieu universitaire,
- 2.- de mener une vaste action de propagande en vue de maintenir la résistance sociale,
- 3.- de développer une activité d'auto-enseignement afin d'empêcher le pouvoir d'anéantir l'indépendance de la science et l'autonomie des écoles supérieures,
- 4.- de défendre ceux que l'on persécute pour leurs opinions ainsi que leurs familles,
- 5.- de mettre en place un réseau de liaisons recouvrant tous les milieux sociaux,
- 6.- de garantir une circulation normale de l'information face au blocage opposé par la propagande officielle,
- 7.- de poursuivre les activités d'édition.

Etant donné que nos objectifs représentent une valeur commune à tous les Polonais, nous comptons sur le soutien actif de tous les milieux sociaux. C'est pourquoi nous vous appelons, vous, nos compatriotes :

- 1.- à poursuivre l'activité de toutes les unions, associations, organisations sociales, sociétés reli-

gieuses, scientifiques et culturelles, dont le fonctionnement a été arbitrairement suspendu,

- 2.- à porter assistance à toutes les personnes arrêtées ou se cachant et à leurs familles,
- 3.- à reconstruire les structures organisationnelles qui ont été détruites, et en particulier celles de Solidarité et de l'Union indépendante des étudiants (NZS),
- 4.- à manifester vos opinions en portant les emblèmes de Solidarność et du NZS,
- 5.- à boycotter les médias officiels,
- 6.- à réunir les informations vérifiées, à les divulguer et à les transmettre aux structures agissantes de Solidarité et du NZS,
- 7.- à colporter la presse et les publications indépendantes,
- 8.- à ne pas répondre aux convocations de la police et à refuser de signer la déclaration de loyauté vis-à-vis de la junte,
- 9.- à faire prendre conscience aux soldats de l'armée polonaise et aux fonctionnaires de la milice,
- 10.- à participer aux actions lancées par Solidarité et le NZS.

Face à la violence, l'unité sociale doit se manifester par une façon d'agir sage, responsable et opiniâtre. Une telle attitude anéantira les desseins du pouvoir qui voudrait détruire les liens humains et créer une atmosphère de méfiance et de peur. Que chacun de nous agisse à la mesure de ses possibilités, mais que personne n'oublie le devoir de solidarité.

Le Comité SKOD du NZS

URSS

A la veille du plenum du comité central

Depuis plusieurs mois, Moscou est traversée de rumeurs, sans cesse démenties, sans cesse renaissantes, sur la mort de Brejnev et sur les « scandales » mis à jour dans son entourage immédiat. La disparition brutale du général Tsvigoun, vice-président du KGB et beau-frère de Brejnev, a été le point de départ de ce qui est généralement interprété comme une bataille de succession par les commentateurs de la presse occidentale.

La discrétion des obsèques de Tsvigoun et le fait que Brejnev n'y ait pas participé ont attiré l'attention des « observateurs ». Une première rumeur a commencé à circuler suivant laquelle le vice-président du KGB se serait suicidé à la suite d'une enquête sur des cas de corruption mettant en cause des proches du secrétaire général du PCUS.

Quelque temps plus tard, un scandale de trafic de diamants était mis à jour, scandale qui devait entraîner l'arrestation d'un artiste connu du Cirque de Moscou, « Boris le gitan », ami de Galina, fille de Brejnev.

Presque dans le même temps, une nouvelle rumeur commençait à circuler sur la mise en cause possible

de Youri Brejnev, vice-ministre du Commerce extérieur et fils du secrétaire général. Un fait inhabituel est venu confirmer l'hypothèse que ces révélations et ces rumeurs ne sont pas le fait du hasard : les brouillages qui ont recommencé à couvrir les émissions russes de la Voix de l'Amérique depuis la grève générale de Pologne ont été interrompus pendant la diffusion des bulletins rendant compte des rumeurs concernant la famille de Brejnev.

Ces informations mettant en cause le secrétaire général du PCUS ont été ainsi indirectement communiquées aux dizaines de milliers

d'auditeurs soviétiques des radios étrangères et, partant, à la quasi-totalité de la population.

La fin de la « trêve des clans » ?

Certains « commentateurs » ont avancé l'hypothèse que la disparition de Souslov aurait bouleversé l'équilibre des forces au Kremlin, ouvrant ainsi la guerre de succession. Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir rapidement sur la situation ouverte par la chute de Khrouchtchev en 1964.

Souslov avait joué un rôle central dans l'élimination de Khrouchtchev

en 1964 et était l'artisan d'un compromis entre les différents clans de la bureaucratie sur le principe d'une « direction collective » au sein de laquelle les arbitrages nécessaires seraient assurés par Brejnev.

Aux initiatives politiques « chaotiques et aventureuses » de Khrouchtchev, les différentes couches de la bureaucratie ont opposé une politique de neutralisation mutuelle garantissant à chacun l'exercice de ses prérogatives et la jouissance de ses privilèges.

Sous la direction de Brejnev, les purges ont été rares et limitées, les tentatives de réforme pusillanimes

(suite page 8)

Sur le congrès des « syndicats »

Le congrès des « syndicats » soviétiques qui s'est tenu en mars 1982 à Moscou a été l'occasion d'une reprise en mains de l'appareil « syndical » par la bureaucratie.

La constitution de *Solidarność* avait incité les dirigeants du Kremlin à envisager la possibilité de donner aux « syndicats » l'apparence d'organisations à l'écoute des travailleurs. Quelques articles critiquant l'« inefficacité, le formalisme et le bureaucratisme » des dirigeants syndicaux avaient été publiés.

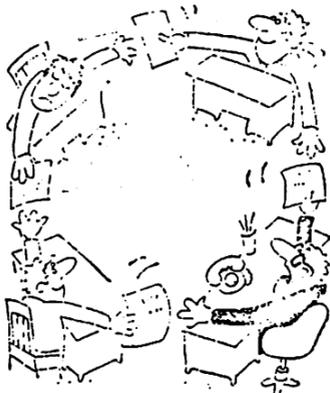
Mais les développements de la révolution politique en Pologne et l'aggravation de la situation en URSS même ont fait abandonner l'idée même d'un tel projet. Brejnev a rappelé dans son discours d'ouverture du congrès que le rôle des syndicats est d'encadrer et de discipliner la classe ouvrière dans le cadre des orientations économiques décidées par l'Etat :

— « Atteindre chaque travailleur, lui rendre proches et compréhensibles les exigences de la politique économique du parti (souligné par nous), lui montrer de manière convaincante que c'est bien cette politique qui répond à ses intérêts vitaux et que le devoir de chacun, etc. »

Après avoir rappelé que les théories sur la « neutralité » des syndicats sont le fait des ennemis du socialisme, Brejnev affirme : « Le parti, l'Etat et les syndicats de notre pays, tout en remplissant chacun sa fonction, travaillent dans l'harmonie et dans la concorde... Personne ne pourra ébranler cette unité ! »

Cet avertissement s'adresse aux responsables intermédiaires des « syndicats » qui sont pris entre la pression des dirigeants du Kremlin et la résistance des ouvriers. Prévoyant des difficultés accrues, la bureaucratie cherche à épurer et à renforcer son appareil. Le président du Conseil central des « syndicats » a été limogé sans explications 10 jours avant l'ouverture du congrès et une opération d'échange de cartes a été annoncée.

L'effondrement de l'appareil des syndicats de branche en Pologne constitue un avertissement pour la bureaucratie. Les tentatives de création de syndicats libres (Khlebanov, SMOT) exprimaient un besoin permanent des ouvriers soviétiques que la bureaucratie apprécie parfaitement.



-- Pétoukhov, ne fais pas attendre les dossiers !..

elle la force de l'imposer à la classe ouvrière aujourd'hui ?

Certes pas. Il y faudrait au moins pour y parvenir une condition nécessaire, mais non suffisante : une perspective politique commune. La bureaucratie l'avait en 1930, mais aujourd'hui ?

Une large négociation en cours

En effet, l'approfondissement du mouvement de la révolution prolétarienne — dont la plus haute expression est constituée par les développements de la révolution politique en Pologne — a pour effet d'affaiblir encore la bureaucratie du Kremlin, qui doit s'appuyer plus encore qu'hier sur l'impérialisme contre les masses.

Depuis une dizaine d'années, la bureaucratie du Kremlin est allée plus loin que jamais non seulement dans la lutte contre la révolution prolétarienne, mais au service étroit des intérêts de l'impérialisme US dans le monde.

Comme l'a démontré le développement de la révolution polonaise, l'impérialisme est conscient de la fragilité politique des bureaucraties en place et peu soucieux de favoriser leur chute (aussi longtemps qu'il ne sera pas passé à l'économie de guerre). L'impérialisme module et modère sa pression. Mais ses besoins objectifs le contraignent cependant à l'amplifier.

En effet, d'ores et déjà la politique de Reagan ne permet pas de maîtriser la crise du système impérialiste — et celle de l'impérialisme US, mais elle les a plutôt aggravées. Les antagonismes interimpérialistes deviennent plus brutaux et approfondissent les crises de domination de classe des différentes bourgeoisies et le cours de la lutte des classes.

Manifestement, une large négociation s'est engagée entre l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin en vue d'aboutir à une politique unifiée contre les foyers révolutionnaires dans le monde, de la Pologne à l'Amérique centrale, et au règlement de quelques autres questions.



— Bien sûr, c'est difficile de s'approcher, mais il semble que tout soit en ordre. Cette politique, nécessaire à l'impérialisme US, fait en revanche

La répression

La répression qui s'est abattue sur les milieux dissidents avant les Jeux olympiques de 1980 s'est poursuivie et intensifiée après la tenue des Jeux. Cette répression contre les « dissidents » est la face connue de l'intense activité répressive contre les masses russes et les autres nationalités de la part de la bureaucratie.

Tous les membres des comités de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki ont été arrêtés (à l'exception d'Helena Bonner, épouse d'Andreï Sakharov) et lourdement condamnés. Alexei Nikiti, dernier porte-parole connu du SMOT (regroupement syndical indépendant fondé par Khlebanov), a subi le même sort. Tous les groupes de dissidents sans exception ont été atteints.

Des « sources bien informées » citées par le *New York Herald Tribune* font état d'environ 500 arrestations pour « délits d'opinion » dans les 18 derniers mois et de quatre procès par semaine en moyenne.

Quelques mois avant sa mort, le général Tsvigoun (voir notre article) avait écrit une série d'articles dans lesquels il annonçait « l'offensive finale contre les éléments subversifs et les groupes à la solde des services secrets occidentaux ». La brutalité et l'étendue de cette offensive est à la mesure de la peur de la bureaucratie à l'égard des masses et de son incapacité à résoudre aucun des problèmes qui l'assaillent.

peser sur l'URSS une très lourde pression et lui impose en particulier le maintien de formidables dépenses d'armements qui grèvent son économie d'un poids intolérable. Pour une économie qui ne repose pas sur le profit et le nécessaire maintien de l'appropriation de la plus-value, l'économie d'armement est le contraire même d'un volant d'entraînement (qu'elle est pour l'impérialisme), mais un fardeau et un frein.

Cette situation est d'autant plus menaçante pour l'URSS que (ainsi que l'explique Stéphane Just dans sa contribution à la Conférence



-- Nous avons trouvé un nouveau procédé de conservation des engrais ...

internationale) le développement de l'économie soviétique, sa diversification rendent plus urgente qu'il y a 30 ou 40 ans la nécessité de s'intégrer à la division mondiale du travail.

Mais, pour la bureaucratie dont la politique est fondée sur le « statu quo », c'est-à-dire la prise en charge active, directe, de la contre-révolution pour défendre l'ordre bourgeois, cette intégration ne peut s'opérer que sur un terrain de concessions sans cesse accrues à l'impérialisme, dont elle est dépendante ; cela afin de pouvoir bénéficier de sa technologie, de ses crédits et machines qui sont alors autant de moyens de pression pour l'impérialisme sur l'économie planifiée.

Une dépendance accrue

Les accords passés entre l'impérialisme et la bureaucratie sont de ce point de vue significatifs : le Kremlin cherche à obtenir des crédits pour pallier les déséquilibres et les ruptures entre les différentes branches de l'industrie, produits des contradictions et des distorsions découlant de sa gestion.

Par là, le Kremlin cherche à sa manière à détendre ces contradictions qui se manifestent sur le terrain économique. Ces contradictions économiques sont le produit des rapports politiques : la résistance des masses qui se manifeste de mille façons (de la résistance à l'augmentation de la productivité jusqu'à la grève, en passant par les pétitions...).

(suite de la page 7)

et, pour la plupart, vite abandonnées devant la résistance de tel ou tel clan ou fraction de la bureaucratie.

La cause de cette situation n'est pas à rechercher dans l'âge moyen des dirigeants du Kremlin. Cette « gérontocratie » de fait n'est que la manifestation de l'impuissance de la bureaucratie, de son incapacité à trancher entre des besoins contradictoires, confrontée qu'elle est à la classe ouvrière.

Son incapacité à faire face aux problèmes qui l'assaillent, sa peur de la classe ouvrière soviétique, les contradictions qui la déchirent rongent le monolithisme de la bureaucratie, et, par là même, développent en elle les tendances au bonapartisme.

L'expérience lui a confirmé que toute brèche apparente dans le système de sa domination absolue imposée par la contrainte ouvrait aux masses une possibilité de s'y engouffrer pour poser leurs revendications et donc mettre radicalement en cause son pouvoir usurpateur.

Son incapacité à régler quelque problème que ce soit, et donc son incapacité à assurer « normalement » le maintien de son monolithisme, nourrit ainsi la tendance à la résurgence d'un bonaparte capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée des rangs de la bureaucratie.



-- Pourquoi tout ce papier pour le syndicat ?
-- Pour les réponses et les attestations.

Les dessins que nous reproduisons en pages 8 et 9 sont parus dans « Troud », le quotidien des « syndicats » officiels russes.

C'est là le rôle qu'a désespérément tenté de jouer Brejnev. La bureaucratie a besoin d'un bonaparte, mais elle en a aussi peur que besoin : d'abord, l'expérience lui a enseigné que la poigne du bonaparte était lourde, et le prix à payer pour maintenir son homogénéité à ce taux était fort élevé : Staline a en effet décimé ses rangs plus d'une fois pour l'unifier ; et puis, aurait-

Aggravation de la situation économique

Depuis plusieurs mois, des cartes de rationnement ont été introduites dans plusieurs régions de l'URSS. La bureaucratie elle-même fait état dans sa propre presse de difficultés d'approvisionnement dans les grandes villes. Récemment, le comité de parti de la région de Moscou a publié une résolution affirmant que tout serait fait pour qu'il y ait des légumes, de la viande et des matières grasses dans les magasins de la capitale à l'occasion du 1^{er} mai.

Le journal *Le Monde* rendait compte du bilan économique du premier trimestre 1982 dans les termes suivants : « Certes, le mois de mars a marqué un certain redressement après deux premiers mois franchement désastreux puisque, selon les mêmes statistiques, la production industrielle a crû au cours de ce troisième mois de 3,7 % et la productivité de 3,1 % (les pourcentages correspondants pour janvier et février n'avaient pas été publiés), mais cette fois, on voit mal comment les objectifs du plan pourraient être atteints.

La réalité est même probablement plus sombre que ne l'indiquent ces indices globaux. Si l'on considère les statistiques par branches et surtout par produits, on constate que dans de nombreux domaines les chiffres sont en retrait par rapport aux prévisions et aux résultats du premier trimestre 1981.

Sur trente branches industrielles retenues par la nomenclature officielle, cinq sont en recul, et sur soixante et un types de produits recensés, près de la moitié (vingt-sept) sont également en baisse, et non des moindres (...).

La chute s'est donc accentuée, l'échec le plus marquant affectant la production dont le taux d'augmentation est particulièrement faible, alors que les autorités en ont fait leur principal thème de propagande. Certains retards s'expliquent aussi sans doute par des transferts d'activité du secteur civil au secteur militaire : c'est le cas par exemple des wagons de marchandises dont la plupart sont fabriqués dans une usine qui produit également des chars et qui a donné à ceux-ci, pense-t-on, la priorité absolue. »

(suite page 9)

URSS

A la veille du plenum du comité central

(suite de la page 8)

L'impérialisme a autorisé les principales banques occidentales à rééchelonner sur une plus longue période la dette polonaise afin de l'aider dans sa lutte pour briser le mouvement de la classe ouvrière. Dans le même temps, et en continuité avec cette politique de pression modulée, le gouvernement US, face à l'endettement croissant de l'URSS, mène campagne pour resserrer les conditions de crédits. Cela, afin d'obtenir de nouvelles concessions.

Le secrétaire d'Etat adjoint Robert Hormats (le plus proche collaborateur de Haig) déclarait récemment à propos de la demande d'adhésion de la Hongrie au Fonds monétaire international : « *Voilà exactement la tendance que nous devons encourager. Si l'expérience hongroise réussit, d'autres pourraient bien vouloir les imiter.* »

Il ne s'agit pas pour l'impérialisme d'« étrangler » la bureaucratie mais d'avancer sans cesse dans la voie de la pénétration capitaliste. La bureaucratie de l'URSS et des pays satellites est d'autant plus sensible à cette politique de pression qu'elle a un besoin vital de biens d'équipements modernes, de pièces détachées pour ses usines nouvellement importées et de denrées alimentaires. De juin 1981 à juin 1982, l'URSS aurait importé 43 millions

de tonnes de céréales contre 34 pendant l'année précédente. Pour assurer ses achats les plus urgents, elle a dû vendre 280 à 300 tonnes d'or sur le marché mondial en 1981, contre 90 tonnes en 1980.

Mais ces réserves monétaires sont largement insuffisantes au regard de ses besoins. De nouveaux crédits sont nécessaires alors que l'impérialisme les assortit de conditions de plus en plus contraignantes. Selon un banquier américain cité par *Newsweek*, la disponibilité des liquidités de l'URSS dans les banques occidentales est égale à celle de la Malaisie et du Sri-Lanka.

Des contradictions qui s'accroissent

Cette situation se reflète au sein même de la bureaucratie. L'académicien Trapeznikov (1), théoricien de la « réforme économique » sous Khrouchchev, sort d'un silence de plusieurs années pour préconiser, dans la *Pravda* du 7 mai 1982, de « *vérifier la qualité de la production nationale en la présentant sur les marchés des pays occidentaux développés. La comparaison systématique de la qualité des produits avec celle des autres entreprises, notamment étrangères, constitue un moteur efficace de progrès.* »

Pour bien souligner son propos, l'académicien ajoute : « *Cela se vérifie dans l'industrie de la défense où la comparaison constante et inévitable avec la technologie étrangère oblige à maintenir la production à un haut niveau scientifique et technique.* » (souligné par nous).

La référence utilisée ici par l'académicien n'est pas fortuite. Comme nous l'avons expliqué, la course aux armements absorbe en URSS une part considérablement plus élevée des capacités industrielles (et au détriment des autres industries) que dans les grands pays capitalistes (40 à 60 % suivant les estimations, toutes forcément aléatoires).

Là encore, toute tentative de répondre aux besoins les plus



urgents de la population par une redéfinition des priorités semble s'être heurtée à la résistance d'une fraction de la bureaucratie, notamment dans l'armée.

Confronté à un mécontentement grandissant dans les masses et aux risques que cela entraîne, la bureaucratie avait dû concéder à l'occasion du plenum du PCUS que la priorité devait être accordée à la consommation et à la mise sur pied d'un « programme alimentaire spécial », affirmé dans le discours de Brejnev.

Quelques semaines plus tard, en présence des hauts dignitaires de l'armée, une conférence s'était tenue (dont le compte rendu avait été fait dans *L'Etoile rouge*, organe de l'armée), sur la ligne de « la priorité aux armements ».

Dans le même temps, alors que la presse de la bureaucratie célébrait les manifestations pacifistes, lançait des appels à la « paix mondiale », une violente campagne à l'initiative du chef d'état-major des armées soviétiques, le général Ogarkov, s'est engagée contre le « pacifisme », notamment dans la jeunesse de l'URSS.

C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier ce que certains commentateurs qualifient comme une volte-face de Brejnev qui vient de déclarer :

« *La priorité des priorités est de renforcer la capacité de défense de*

notre pays par tous les moyens et d'accroître la vigilance du peuple soviétique. » (11 mai 1982).

C'est comme un écho à cette déclaration qu'il faut apprécier quelques jours après la conférence des responsables de sections du parti, de l'armée et de la marine, qui se tient pour la première fois depuis neuf ans.

Il s'agit « *de dénoncer le sens anti-populaire de l'impérialisme, et surtout de l'impérialisme US, et de donner une riposte aux diversions idéologiques (souligné par nous). Pour cela, il faut accroître la vigilance révolutionnaire, convaincre les troupes de l'invincibilité du socialisme et leur inculquer la haine de leurs ennemis.* »

La crainte de la révolution

La pression de l'impérialisme déchire la bureaucratie confrontée à la résistance de la classe ouvrière. L'angoisse de la bureaucratie s'exprime dans la phrase d'un dirigeant citée par l'Agence France-Presse : « *Le temps des grands sacrifices est loin ; le peuple acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous dans cinq ou dix ans.* »

La situation polonaise, c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie.

Mais la situation polonaise, c'est la révolution politique en action à 1 000 km de Moscou ; incapable de rétablir à son avantage les rapports de force avec la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin, qu'étreint la peur de la révolution politique en Pologne et ses répercussions, tente, dans le cadre d'une négociation d'ensemble avec l'impérialisme, de mettre en œuvre en URSS même un dispositif qui permette de conjurer la vague révolutionnaire.

C'est là la signification de la nouvelle vague de répression et de la

tentative de reprise en main de l'appareil des syndicats (voir encadrés).

Cela représente en réalité une nouvelle fuite en avant pour la bureaucratie ; dans les relations politiques qui se développent, les « syndicats » officiels ne pourront ni s'opposer à la constitution de véritables syndicats, ni briser la résistance du prolétariat (notamment en ce qui concerne le rendement et la productivité du travail).

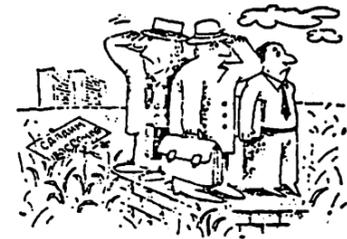
Quant à la répression, si elle porte des coups sévères, elle exprime néanmoins l'échec de la prétention du KGB, affirmée à l'occasion des Jeux olympiques, d'éliminer définitivement les opposants.

Sans que cela apparaisse de manière spectaculaire, s'exprime dans ces développements et dans les contorsions bureaucratiques la puissance du prolétariat soviétique. Celle-ci se nourrit des développements de la lutte des classes internationale, et au premier chef de la révolution polonaise. Tant que la bureaucratie du Kremlin — soit directement, soit par l'intermédiaire du POUP — s'avère incapable d'écraser le prolétariat et les masses en Pologne, celle-ci restera la question politique centrale en URSS même, une menace directe.

Lucien Gauthier

(1) Trapeznikov est le « père » de la réforme en URSS, qui servit de modèle dans l'ensemble des pays de l'Est. Ainsi que l'explique Stéphane Just dans sa contribution, le fil de la réforme économique est de donner aux lois qui régissent sur le marché le rôle de régulateurs économiques (concurrence...).

La mise en œuvre jusqu'au bout de cette politique signifierait la dislocation de la planification, en d'autres termes le chômage pour des dizaines de millions d'ouvriers, leur liquidation sociale. Aussi, les bureaucraties, par peur du prolétariat, sont-elles contraintes de remettre en cause leurs propres réformes. Mais les contradictions économiques ne cessent de s'aggraver. A leur tour, elles accentuent les contradictions sociales et politiques, nourrissent les antagonismes au sein de la bureaucratie et le mouvement vers la révolution politique.



— Où est-elle, cette maison que nous avons remise avant la date ?

ESPAGNE : RESOLUTION DU III^e CONGRES DU POSI

Le moment de la situation politique et les tâches

Le dimanche 23 mai, lors des élections qui ont eu lieu en Andalousie, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a obtenu la majorité absolue des voix.

Les masses ont signifié clairement dans ce vote leur volonté : en finir avec le gouvernement Calvo Sotelo, gouvernement PSOE/PCE, pour liquider le franquisme.

La résolution que nous reproduisons dans cette page, adoptée lors du 3^e congrès du POSI (section de IV^e Internationale (CIR)) dans l'Etat espagnol, qui s'est tenu quelques semaines avant ces élections, trouve avec ce résultat une éclatante confirmation.

LA monarchie franquiste, pilier de l'ordre impérialiste mondial, connaît, dans sa crise de domination politique irréversible, les conséquences particulièrement graves de la crise mondiale de l'impérialisme et de la bureaucratie, à travers la dislocation en cours de l'ordre contre-révolutionnaire de Yalta et de Potsdam.

La monarchie et son armée représentent la tentative de préserver les institutions franquistes en décomposition, de plus en plus impropres à assurer la défense des intérêts de

la bourgeoisie. La monarchie et son armée, qui ont échoué dans leur tentative de coup d'Etat militaire contre les droits et libertés conquises par les masses, se divisent depuis les sommets de l'appareil policier et militaire dans des affrontements qui scindent l'unité de commandement incarnée par la monarchie.

Du point de vue de l'actuelle situation politique, de la révolution et de la contre-révolution, nous pouvons affirmer que le régime de la monarchie franquiste en décomposition — contenant des éléments

de bonapartisme — se trouve dans une phase de pleine dislocation politique.

La bourgeoisie, les institutions franquistes qui se sont accrochées à la monarchie comme à une bouée de sauvetage face à la montée des masses, à la crise et à la décomposition du régime survenues après la mort de Franco, ressentent aujourd'hui le vertige du processus d'effondrement de l'Etat, de la profonde division entre les secteurs de l'armée et de l'affrontement de secteurs significatifs de l'armée avec la couronne.

Nous assistons à la phase finale d'une longue crise de la domination politique de la bourgeoisie qui se prolonge dans son agonie grâce à la politique des dirigeants du PCE et du PSOE, depuis les procès de Burgos en 1970, caractérisée aujourd'hui par la tendance à la faillite de la politique d'unité nationale, de la politique de défense de la monarchie. Les jugements du 23 février, malgré le Pacte de silence,

impliquent dans le coup d'Etat le haut état-major, les services de renseignements (CESID) et la monarchie elle-même dans la conspiration putschiste.

Ils concentrent l'impuissance et la dislocation de toutes les institutions du régime qui vont vers l'éclatement politique, vers leur affrontement avec les masses, démontrant leur incompatibilité avec la classe ouvrière organisée en syndicats et en partis.

La tendance générale du mouvement des masses

L'incapacité historique de la bourgeoisie espagnole, le vice historique de la monarchie et de son armée, le putschisme, la résistance du mouvement des masses aux agressions du patronat et du gouvernement se combinent au plus haut niveau.

Le tournant politique de la situation prérévolutionnaire vers l'éclatement révolutionnaire que repré-

sente l'échec du coup d'Etat du 23 février ouvre d'énormes brèches dans l'appareil d'Etat.

Dans leur mouvement, les masses pénètrent dans ces brèches en affirmant les tendances générales du mouvement de la classe qui est aujourd'hui celui de résister contre la politique de chômage et de misère du gouvernement Calvo Sotelo.

Ces tendances générales créent déjà les conditions de la lutte pour la grève générale qui n'est contenue aujourd'hui que par la politique des appareils.

La classe ouvrière et les peuples opprimés ont imposé au régime franquiste des droits et des libertés qui sont incompatibles avec le maintien de ce régime fondé sur la destruction de la classe ouvrière et sur l'écrasement de tout droit démocratique et national. La monarchie franquiste est incompatible avec les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

(suite page 10)

ESPAGNE : RESOLUTION DU III^e CONGRES DU POSI

Le moment de la situation politique et les tâches

(suite de la page 9)

Dans de très larges couches de la classe ouvrière et de la jeunesse, il y a un profond sentiment en faveur de l'unité la plus large, et de la plus grande centralisation. N'importe quelle grève est le point de départ pour le combat pour la grève générale.

La crise sans précédent de l'appareil stalinien aide et contribue à cela. C'est une pièce clé de la politique de collaboration de classes de sauvetage de la monarchie.

Cette crise libérera des milliers de cadres ouvriers et jeunes du tombeau stalinien, et amènera l'appareil stalinien à l'exacerbation de sa politique de division pour soutenir la monarchie.

Depuis le 23 février, la lutte des classes se développe à un niveau plus élevé, où les voies de la lutte des classes se dégagent en aiguissant la polarisation politique et sociale, ce qui est un prélude aux grands affrontements entre les classes.

L'ANE, la LOAPA, la LAU (1) n'ont pu contenir ni défaire le mouvement de la classe ouvrière, des peuples et de la jeunesse. Ces barrières dressées par la politique d'unité nationale sont partiellement fissurées. C'est là l'expression de la tendance à la faillite de l'unité nationale dont dépend la monarchie.

Pour le gouvernement ouvrier et paysan !

Le POSI a été fondé sur la base d'une série d'analyses et de principes généraux qui lui ont conféré sa substance. Le développement de la

situation politique réaffirme tous ces principes et ratifie la ligne stratégique du POSI comme le parti de la IV^e Internationale qui se construit pour aider les masses à s'émanciper, pour leur unité et indépendance comme classe, pour jeter à bas la monarchie franquiste en décomposition.

Nous combattons pour les mots d'ordre centraux de : A bas la monarchie ! République ! Constituante souveraine, qui défend le droit des peuples à leur libre détermination. La ligne du POSI n'est autre que le renversement de la monarchie, pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Le POSI fait sien la tendance de la classe ouvrière et de la jeunesse, avec des mots d'ordre complémentaires et des objectifs qui répondent à l'expérience et aux aspirations des masses, en fondant sa ligne directrice d'agitation sur les mots d'ordre : Unité PSOE-PCE ! Grève générale !

C'est ainsi que nous exprimons la volonté de la classe qui, aux Asturies, contre l'UCD, l'AP et les dirigeants mêmes du PSOE et du PCE, a imposé le gouvernement régional du PSOE et du PCE et une grève générale qui a mobilisé 150 000 travailleurs.

Dans le même sens que la grève générale du 3 mars à Trebujena et Lebrija contre l'assassinat d'Ignacio Montoya, sous des formes particulières, le problème de la grève générale et celui du comité de grève sont posés et se poseront en fonction du développement de la situation politique.

C'est le combat pour aider les masses à défendre leurs revendications, comme à Fregenal, à Potasas, ITT, Kelvinator ; la classe ouvrière exige la grève générale contre les licenciements. Les étudiants et les enseignants ont fait reculer la LAU qui concentre toutes les attaques contre l'Université. Le gouvernement tente d'imposer la LAU par décret.

Face aux élections en Andalousie, le POSI combat sur la ligne de front unique ouvrier pour la défaite des formations franquistes et bourgeoises. Ces élections sont destinées à imposer le centralisme, le chômage et la misère, à travers une assemblée régionale sans pouvoir. Les masses veulent les utiliser pour défaire politiquement et électoralement le gouvernement de la monarchie, fondamentalement à travers le vote PSOE.

La volonté des masses face à ces élections s'est convertie en une menace contre le régime dans son ensemble. Ainsi, Fraga est arrivé à expliquer dans une intervention récente aux Cortes : « Les nombreuses consultations électorales sont excessives alors que la situation économique et sociale continue à être en attente (...) »

La question immédiate : le régime et le gouvernement

Nous faisons du combat de la classe ouvrière pour balayer l'UCD

et l'AP un axe immédiat de l'activité politique du POSI, en combattant pour l'unité PSOE-PCE, pour le vote pour les candidats du PSOE et du PCE, en appelant tous les candidats qui se réclament de la classe ouvrière à se désister en faveur des candidats du PSOE et du PCE pour imposer l'unité.

La division est criminelle ; avec elle, les responsables du chômage, de l'huile de colza frelatée, et ceux qui tentent d'imposer l'OTAN se maintiennent.

Contre la volonté des masses, la monarchie ne compte que sur la menace putschiste pour tenter d'éviter la victoire ouvrière à travers le vote PSOE et PCE. En plus de la division du régime, l'affrontement en son sein et la résistance des masses conduisent le putschisme latent à être une voie sans issue.

La classe ouvrière, comme aux Asturies, lutte pour imposer l'unité PSOE-PCE. Le POSI intervient sur la stratégie d'alliance ouvrière contre le putschisme et la monarchie pour aider les masses au combat central pour renverser la monarchie. Le POSI, sur cette ligne stratégique, avance des mots d'ordre complémentaires contre le Pacte social, en défense des droits nationaux et démocratiques, contre la répression, les prisonniers..., pour la dissolution de l'état-major, des services d'Intelligence, contre la LAU, pour un gouvernement du PSOE et du PCE qui rompe avec la monarchie, avec la Constitution qui

octroie à la monarchie des pouvoirs au-dessus de la volonté populaire.

La majorité ouvrière et jeune peut et doit imposer sa volonté contre le franquisme en décomposition.

Des Cortes à majorité PSOE-PCE et un gouvernement du PSOE et du PCE signifieraient amener l'incompatibilité entre la monarchie et la classe ouvrière organisée à un niveau plus élevé.

L'accord sur la situation implique pour l'organisation des tâches centrales de campagne politique et d'organisation sur lesquelles le parti doit se construire en aidant la classe ouvrière à son unité et à sa centralisation.

La construction du parti trotskyste à influence de masse pour lequel nous luttons passe dans l'immédiat par la campagne pour l'unité PSOE-PCE qui trouverait dans la convocation à une conférence pour l'unité son expression organisée.

En organisant et en nous organisant en comités pour l'unité PSOE-PCE, pour renverser le gouvernement de l'UCD qui commencera par une lettre ouverte à Felipe Gonzalez et à Santiago Carrillo avec une proposition d'unité PSOE-PCE, largement ressentie et pour laquelle la classe ouvrière est prête à se centraliser.

(1) ANE : Accord national pour l'emploi. LOAPA : Loi organique d'harmonisation des pouvoirs autonomes. LAU : Loi d'autonomie universitaire.

MOYEN-ORIENT : LA GUERRE IRAN-IRAK

Autour de Khorramchahr

Depuis le 8 mai, l'offensive iranienne est engagée pour la reprise de Khorramshahr, occupée par les troupes irakiennes depuis les premières semaines de la guerre déclenchée par l'Irak en septembre 1980. Khorramshahr constitue un enjeu décisif : la ville commande la grande voie d'eau du Chatt-el-Arab, frontière entre l'Irak et l'Iran, qui débouche sur le Golfe Persique et dont la prise de contrôle par l'Irak a constitué le motif officiel du conflit.

L'OFFENSIVE est meurtrière côté iranien : plusieurs milliers de morts depuis le 8 mai. Plus que sur l'armée régulière, l'offensive repose sur les milices populaires, ou « basidj », l'armée des gens ordinaires, qui représentent de 60 à 80 % de l'effectif engagé selon les secteurs du front.

Selon un reportage récent de l'AFP : « Il s'agit d'unités créées en 1980, lors de la prise des otages à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Ils se sont acquis une réputation de dévouement et d'héroïsme dès la première offensive lancée par Téhéran sur le front ouest à la fin mars. Sur le terrain, ils se signalent par leur ferveur religieuse et leur

mépris du danger, qui les conduit à ne même pas se mettre à couvert sous le feu de l'artillerie et des hélicoptères ennemis (...) »

Issus des milieux les plus défavorisés de la population, ils ont souvent entre 14 et 17 ans (...). Ils traversent, dit-on, volontairement les champs de mines pour tracer un chemin aux soldats. Ils attaquent en rase campagne les blindés à la grenade, ils se précipitent sur les positions ennemies dès que l'ordre de monter à l'assaut est donné. »

L'offensive iranienne a pris ainsi un caractère de « levée en masse », où les milices jouent un rôle déterminant aux côtés (ou, plus exactement, à l'avant-garde) de l'armée régulière, dont on sait qu'elle est imparfaitement contrôlée par la direction khomeiniste, et que, réarmée avec notamment l'aide directe d'Israël, elle pourrait constituer un recours contre les masses en cas de crise du régime de Téhéran.

L'intervention massive des milices est, en tout état de cause, un fait de grande importance. On sait que, dès janvier 1980, Khomeiny (et, à l'époque, Bani Sadr) avait entrepris de liquider les comités élus de soldats, qui exigeaient la dissolution de l'armée, l'épuration et l'éligibilité des chefs, la création d'une « armée populaire » et de milices ouvrières et paysannes.

La question kurde

La chute (probable) de Khorramshahr constituerait un coup très dur pour le régime de Saddam Hus-



Prisonniers irakiens après le début de l'offensive iranienne qui a précédé la reprise de Khorramchahr.

sein. L'élimination de Saddam Hussein, objectif affirmé du gouvernement de Téhéran, ouvrirait à son tour une nouvelle période de déstabilisation dans toute la région.

La question kurde, notamment, rebondirait immédiatement comme conséquence d'une crise de régime à Bagdad. Khomeiny ne l'ignore pas. La véritable guerre que poursuit Téhéran au Kurdistan ne s'est pas ralentie en dépit de l'offensive contre l'Irak. Et ce n'est pas un hasard si le parti stalinien irakien collabore étroitement avec les unités « barzaniistes » stationnées en Irak, qui interviennent elles-mêmes aux côtés des troupes khomeinistes contre les Kurdes d'Irak.

La bureaucratie de Moscou entend tout faire pour prévenir une insurrection généralisée au Kurdistan en cas de chute du régime de Bagdad.

La tournure que prend la guerre Iran-Irak, les risques de crise à Bag-

dad, le caractère de « levée en masse » de l'offensive iranienne inquiètent profondément les régimes féodaux-bourgeois du Golfe Persique qui n'ont pas ménagé leur aide à l'Irak depuis le début de la guerre.

L'hebdomadaire américain *Newsweek* rapporte le propos de l'ancien ambassadeur américain en Arabie saoudite : « Bagdad pensait que son opération en Iran conduirait à la chute du régime de Khomeiny. Les choses se sont passées différemment... » Et, ce qui se profile aujourd'hui, c'est un nouveau rebondissement de la révolution iranienne, qui menace tous les régimes en place au Moyen-Orient et dont les conséquences sont imprévisibles.

21 mai 1982.
R. Clément.

Le 23 mai, Khorramchahr est tombée aux mains de l'armée iranienne.

Rectificatif

A propos de l'article « Iran, trois années après la chute du chah » paru dans *Tribune internationale - La Vérité* n° 2, nous avons reçu une lettre que nous reproduisons ci-dessous, en donnant acte aux camarades de l'Union des étudiants iraniens en France, section de Nice, de leur précision concernant l'organisation Peykar.

Nice,

A M. Aklouf,

Après avoir lu ton article sur « Iran, trois années après la chute du chah », page 9 du journal *Tribune internationale*, nous, étudiants iraniens, membres de l'UEIF, sympathisants de l'organisation Peykar (section de Nice), avons été très étonnés de voir ton article considérer l'organisation Peykar en tant qu'une organisation « maoïste ».

Ce terme est en fait couramment employé par le parti traître Toudeh (1) et ses alliés révisionnistes de la

prétendue « majorité ». D'autre part, Peykar s'est démarqué depuis longtemps de la « pensée Mao ».

Par conséquent, nous tenons fermement à ce que cette erreur, s'il s'agit bien sûr d'une erreur, soit corrigée le plus rapidement possible. En te remerciant d'avance, nous te transmettons nos salutations militantes.

UEIF, sympathisants de l'organisation Peykar (section de Nice).

(1) Le Toudeh est le nom du parti stalinien en Iran (note de la rédaction de *Tribune internationale - La Vérité*).

UNE DECLARATION DE « IV^e INTERNATIONALE (CENTRE INTERNATIONAL DE RECONSTRUCTION) »

La question palestinienne

LA grève générale nationale qui a dressé le peuple palestinien sur tout le territoire de la Palestine (territoires occupés en 1967, mais aussi territoires sur lesquels l'Etat d'Israël a été constitué en 1948) contre l'Etat d'Israël, contre sa politique de répression et d'oppression, constitue un fait nouveau, d'une importance considérable pour l'avenir de la lutte nationale en Palestine, et, plus généralement, pour les développements des luttes de classes dans toute la région du Proche et du Moyen-Orient.

Pour la première fois à cette échelle et avec cette ampleur, le peuple palestinien arabe s'est levé en masse dans toute la Palestine. Il s'est levé pour affirmer son droit imprescriptible à l'existence nationale. Il s'est levé contre l'oppression, la répression, la spoliation.

Il s'est dressé contre l'Etat d'Israël, création artificielle de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin dans le cadre des accords et traités négociés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale pour interdire aux peuples d'exercer leurs droits à la libération nationale et sociale.

Le Secrétariat international provisoire rappelle la position adoptée en décembre 1980 par la conférence internationale constitutive de la IV^e Internationale (Comité international) : « Nous soutenons inconditionnellement le droit du peuple palestinien à la nation, bien que la majorité du peuple palestinien soit dispersée dans un grand nombre de pays.

Nous nous prononçons pour la destruction de l'Etat d'Israël, instrument de l'impérialisme et de la bureaucratie contre les aspirations nationales des peuples du Proche et du Moyen-Orient. Nous soutenons les revendications d'un Etat palestinien laïque, intégrant les composantes juives et arabes de la nation palestinienne. Nous nous prononçons pour les Etats-Unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient. »

Les positions de l'internationalisme prolétarien

Le Secrétariat international provisoire rappelle les positions fondamentales de l'internationalisme prolétarien sur la question palestinienne, telles qu'elles ont été formulées en 1972 et en 1973 par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale :

« L'Etat bourgeois sioniste est un Etat bourgeois compradore. En Palestine, par suite de conditions historiques spécifiques, nées des retards de la révolution, avec sa conséquence : le massacre de six millions de juifs européens par le fascisme hitlérien, la question juive a trouvé une autre dimension.

L'Etat israélien, utilisé par l'impérialisme contre la révolution prolétarienne, est devenu l'instrument privilégié de l'oppression nationale et impérialiste au Proche-Orient. L'Etat sioniste ne peut subsister que comme compradore de l'impérialisme. C'est ainsi que les Etats bourgeois-féodaux de l'impérialisme dans le Moyen-Orient sont étayés contre les masses arabes par l'Etat sioniste, lequel utilise les Etats bourgeois-féodaux contre les travailleurs juifs (...).

La condition première du combat pour les Etats-Unis socialistes soviétiques du Proche et du Moyen-Orient est la lutte primordiale pour la revendication du peuple palestinien à la nation. Ne pas placer cette revendication au centre du combat révolutionnaire, c'est, qu'on le veuille ou non, accepter les exactions perpétrées par l'Etat sioniste contre le peuple palestinien.

Rien, pas même l'holocauste hitlérien de la Deuxième Guerre mondiale, ne peut justifier une telle position. Mais placer au premier plan de la lutte des travailleurs juifs et palestiniens arabes la revendication à la nation du peuple palestinien, c'est mettre en avant, en premier lieu, la revendication de la constituante palestinienne, sur tout le territoire de la Palestine.

La lutte dirigée vers la destruction de l'Etat d'Israël et de l'Etat jordanien de Hussein, s'inscrit comme la revendication d'un Etat unifié de Palestine, revendication transitoire vers les Etats-Unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient. »

Un fait important

Le fait que la grève nationale de mars-avril 1982 se soit développée de part et d'autre de la frontière artificielle de 1948 doit être compris dans toute sa portée. Il manifeste qu'en dépit des coups terribles qui lui ont été portés par l'Etat d'Israël et ses forces de répression, mais aussi par la monarchie féodale de Jordanie (1970), par le régime bourgeois syrien de Assad (1975-1976) soutenu par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec l'appui direct ou la complicité de tous les Etats bourgeois de la région, le peuple palestinien, martyrisé depuis des décennies n'a aucunement renoncé à exercer son droit inaliénable à constituer une nation.

La grève nationale manifeste que ce droit ne peut s'exercer que sur tout le territoire de la Palestine et qu'il est donc incompatible avec tout plan de partition.

La destitution du maire d'El Bireh et des autres maires des principales villes de Cisjordanie pour leur refus de collaborer avec l'autorité « civile » d'occupation procède de la logique annexionniste de l'Etat d'Israël qui s'exprime dans la politique du gouvernement Begin.

La multiplication des colonies de peuplement en Cisjordanie, les brutales mesures de répression contre la population arabe palestinienne, indiquent que l'annexion est d'ores et déjà un état de fait que Begin entend transformer en état de « droit », comme déjà pour la ville de Jérusalem désignée depuis 1980 comme « capitale éternelle » de l'Etat d'Israël.

Les « actes de folies » comme la fusillade de la mosquée Al Aqsa se greffent directement sur cette politique. La volonté d'écraser dans le sang la résistance palestinienne au Liban, les raids de terreur contre les villages et les camps palestiniens, la préparation d'une opération terrestre dans ce pays participent de la même logique.

Un facteur permanent d'instabilité

Mais la politique de Begin (appuyée par le parti travailliste israélien) tend à déstabiliser tout le fragile édifice des Etats bourgeois

féodaux de la région, où les rapports sociaux et politiques sont extrêmement fragiles et peuvent déboucher à tout moment sur de nouvelles explosions révolutionnaires.

En Iran, l'Etat bourgeois, profondément disloqué à la chute du Chah, n'a pas pu être reconstruit. Le clergé chiite est divisé. Le peuple kurde n'a pas interrompu sa résistance. Les forces populaires, la classe ouvrière et la paysannerie, présentement réduites au silence par la répression, utiliseront tôt ou tard, les brèches qui vont s'ouvrir dans l'échafaudage branlant mis en place par Khomeiny. La révolution iranienne va nécessairement reprendre sa marche en avant.

En Irak, le régime de Saddam Hussein est sérieusement affaibli par l'échec de son aventure militaire en Iran.

En Syrie, le régime de Assad, s'il est parvenu à écraser dans le sang l'insurrection de Homs et de Hama, demeure cependant l'un des plus fragiles de la région.

Au Liban, l'Etat est totalement décomposé. La guerre civile entretenue par les phalanges fascistes et par les milices chiites soutenues par la Syrie est devenue permanente contre la population arabe libanaise et la résistance palestinienne. Les plans de partition sur la base confessionnelle sont à nouveau étudiés par l'impérialisme.

En Jordanie, en Arabie Saoudite et dans les Etats du Golfe, les rapports féodaux ne peuvent garantir durablement la stabilité d'Etats artificiels issus des découpages impérialistes de la région.

Quant à l'Egypte, où se trouve concentré un prolétariat nombreux, porteur de fortes traditions d'organisation, l'instabilité sociale et économique y est profonde. L'assassinat de Sadate a ouvert un processus de crise politique qui n'est pas achevé. La restitution du Sinaï ne peut donner qu'un bref répit au régime de Moubarak.

Dans tous ces pays, où les bourgeoisies et les castes de propriétaires fonciers, organiquement liées à l'impérialisme, sont incapables de résoudre les tâches de l'indépendance nationale, de la réforme agraire, du développement économique, la résistance des masses palestiniennes cristallisant les aspirations anti-impérialistes du peuple opprimé, constitue un facteur permanent d'instabilité.

La politique de Begin contrarie la volonté de l'impérialisme américain de stabiliser les Etats bourgeois et féodaux de la région autour d'un « consensus stratégique » avec l'Etat d'Israël. L'impérialisme US est lui-même divisé sur le point de savoir s'il convient d'appuyer inconditionnellement l'Etat d'Israël comme gendarme de la région où s'il faut au contraire tenter de consolider les Etats bourgeois arabes sur la base de concessions (que Begin ne veut même pas envisager) de la part d'Israël, avec le concours (dans un cas comme dans l'autre) de la bureaucratie du Kremlin.

Dans un cas comme dans l'autre, les plans de l'impérialisme sont irréalisables sans l'écrasement physique de la résistance des masses palestiniennes, dont l'impérialisme juge cependant que, réalisé militairement par Israël, il présente de gra-

ves dangers pour la stabilité des Etats bourgeois de la région.

La restitution du Sinaï a été menée à terme sous la pression directe de Washington dans le souci de différer une crise majeure en Egypte risquant d'emporter Moubarak.

Mais, en dépit des appels à la prudence de l'impérialisme US, Begin entend maintenant faire payer très cher au peuple palestinien le prix de l'évacuation du Sinaï : il veut parachever le processus d'annexion de la Cisjordanie et de Gaza, multiplier les colonies de peuplement, déchaîner une répression sauvage contre les masses palestiniennes, en vue de provoquer un nouvel exode. Il prépare une opération militaire de grande envergure au Sud-Liban.

Le refus de toute partition

L'hypothèse d'un Etat séparé en Cisjordanie et à Gaza (plan Fahd, élaboré conjointement par la monarchie saoudienne et l'impérialisme US, avec le concours de la direction de l'OLP et l'approbation de la bureaucratie du Kremlin) ne peut avoir, dans ces conditions d'autre contenu que celui d'amener la direction de la résistance palestinienne à accepter officiellement, sous une forme ou sous une autre, le cadre des négociations sur l'« autonomie », c'est-à-dire le processus de Camp-David.

Un Etat séparé en Cisjordanie et à Gaza ne pourrait être qu'une sorte de protectorat placé sous la tutelle conjointe d'Israël et de la monarchie jordanienne, une province privée de tous les attributs de la souveraineté.

Mais cette hypothèse elle-même n'a aucune autre réalité, sinon celle-ci : il s'agit d'amener la direction de l'OLP — co-rédactrice du plan Fahd, explicitement approuvé par Arafat — à assumer la responsabilité directe d'un plan définitif de partition de la Palestine, à reconnaître officiellement la légitimité de l'Etat d'Israël et, par conséquent, à aller jusqu'au bout de toutes les conséquences de l'abandon des droits nationaux du peuple palestinien.

Un tel plan accepté par la direction de l'OLP, ne pourrait avoir d'autre signification que la subordination totale de cette organisation aux exigences de l'impérialisme et des bourgeoisies compradore de la région, l'abandon et la trahison des intérêts nationaux du peuple palestinien.

Il ne peut y avoir aucune solution à la question nationale en Palestine sur la base de la reconnaissance de l'Etat sioniste fondé sur les critères de la race et de la religion. Il ne peut y avoir aucune solution à la question nationale en Palestine sur la base de la subordination aux exigences de l'impérialisme et de ses agences « arabes », les castes féodales et les bourgeoisies compradore.

Le roi Hussein de Jordanie a montré en septembre 1970 comment il conçoit les droits nationaux du peuple palestinien. Le régime syrien de Assad a montré en 1976 à Tall-el-Zaatar comment il conçoit les droits nationaux du peuple palestinien.

Sadate et son adjoint Moubarak ont montré à la table de la conférence de Camp David comment ils conçoivent les droits nationaux du peuple palestinien.

L'aspiration du peuple palestinien à la nation exige la destruction de l'Etat d'Israël. Elle exige une politique libre de tout lien avec l'impérialisme, avec son agence sioniste, avec ses agences « arabes », les bourgeoisies et les castes féodales de la région.

Le prolétariat et la jeunesse juifs sont victimes de la constitution de l'Etat d'Israël comme machine de guerre armée et soutenue à bout de bras par l'impérialisme, entraînant des charges insupportables pour la population laborieuse, l'insécurité permanente, une inflation galopante, un endettement écrasant. C'est là, à terme, une situation intenable.

Le refus intransigeant de toute partition légitimant l'Etat sioniste, quelle qu'en soit la forme (y compris par le biais d'un « Etat séparé ») est la seule voie permettant de préserver les intérêts nationaux du peuple palestinien. C'est aussi la condition du respect du droit de toutes les communautés à disposer librement d'elles-mêmes.

La lutte pour la Constituante souveraine

L'aspiration du peuple palestinien à la nation, l'aspiration des masses exploitées à s'affranchir de toute exploitation et de toute oppression exige que soit défini l'objectif transitoire d'une Constituante palestinienne sur tout le territoire de la Palestine, garantissant les droits du peuple palestinien et de toutes les composantes ethniques et religieuses, arabe et juive.

La seule alternative, ce sont les plans impérialistes visant à la liquidation pure et simple du peuple palestinien comme peuple et comme nation.

La grève générale nationale de mars-avril 1982 témoigne de ce que l'avenir du peuple palestinien ne saurait être tranché ni à Beyrouth, ni à Damas, ni au Caire, sur la base des manœuvres de la « diplomatie arabe ». Les Etats bourgeois et féodaux de la région ont amplement montré qu'ils n'ont que faire des droits nationaux du peuple palestinien. L'idéologie réactionnaire de la « nation arabe » recouvre les intérêts des bourgeoisies compradore et des propriétaires fonciers contre les masses travailleuses. Elle a constamment été opposée aux intérêts nationaux du peuple palestinien.

Le peuple palestinien a le droit imprescriptible de décider lui-même de son propre avenir. Ce mot d'ordre de la Constituante palestinienne sera également dirigé vers le prolétariat et la jeunesse juifs, pour qui la perpétuation de l'Etat sioniste fondé sur la race et la religion ne peut pas ne pas devenir un fardeau insupportable.

La lutte pour la Constituante palestinienne souveraine s'inscrit donc directement dans le combat pour les Etats-Unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient, c'est-à-dire pour la pleine et entière reconnaissance des droits des peuples de la région à l'émancipation nationale et sociale pour leur libération définitive du joug de l'impérialisme.

IL Y A VINGT ANS, L'ALGERIE DEVENAIT INDEPENDANTE

Chronologie de la révolution algérienne

1954

LE 7 mai 1954, la défaite française à Dien Bien Phu sonne le glas de toute une époque pour l'impérialisme français. La débâcle d'Indochine, combinée à la grève générale d'août 1953 en France, l'apparition des premiers mouvements armés en Tunisie et au Maroc ouvrent une période où le processus de désagrégation de l'impérialisme français va permettre à une mobilisation des masses algériennes de s'affirmer.

Le principal mouvement nationaliste algérien, animé par Messali Hadj, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), est déchiré entre partisans d'une autonomie de l'Algérie (les « centralistes » qui adoptent une position réformiste) et « messalistes », qui restent axés sur le mot d'ordre d'indépendance.

Au Congrès d'Hornu (13-15 juillet), les messalistes prennent la majorité dans le MTLD. La scission est définitive avec les centralistes.



Mai 1954 : la « une » de *L'Algérie libre*, organe du MTLD.

Alors que la bataille fait rage entre centralistes et messalistes, une tendance se crée dans le MTLD prônant le déclenchement de l'action immédiate pour l'indépendance. Il s'agit du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui donnera naissance au FLN le 1^{er} novembre.

Avant que ne s'ouvre la révolution en Algérie, le mouvement nationaliste algérien, qui a trente années de combat derrière lui depuis la création de l'Etoile nord-africaine, groupe près de 20 000 militants et sympathisants.

L'EXPLOSION

1^{er} novembre

L'insurrection éclate en différents points du territoire algérien. Une organisation jusque-là inconnue revendique toutes les opérations militaires : le FLN. La rébellion est dirigée de l'intérieur par six hommes, tous anciens de la branche clandestine armée du MTLD (l'organisation spéciale) : Larbi Ben M'Hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaid. La représentation extérieure au Caire est assurée par : Hocine Ait Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider.

5 novembre

Le MTLD est dissous par le gouvernement français. Les responsables et des centaines de militants sont arrêtés. Messali Hadj est mis au secret. Le MTLD est transformé en Mouvement national algérien (MNA).

9 novembre

Dans une déclaration, le bureau politique du PCF déclare « qu'il ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux ».

20 novembre

Autonomie de la Tunisie.

1955

Janvier

15 : Mort de Didouche Mourad, responsable FLN du Constantinois.
25 : J. Soustelle est nommé gouverneur général de l'Algérie.

Février

5 : Chute du gouvernement Mendès France.
11 : Arrestation de Ben Boulaïd, responsable des Aurès.
23 : E. Faure forme un nouveau cabinet.

Mars

16 : Arrestation de Rabah Bitat, responsable FLN de l'Oranais.
31 : L'état d'urgence est décrété en Algérie. Premières saisies du journal *La Vérité*, organe du PCI (Parti communiste internationaliste), ainsi que d'autres journaux ouvriers et démocratiques qui protestent contre la répression coloniale en Algérie.

Avril

— Les réformistes algériens (F. Abbas) et le PCA participent aux élections cantonales.
— Echec des tractations au Caire entre le FLN et le MNA. Le FLN somme le MNA de le rejoindre ou de se dissoudre.
— Le FLN est représenté à la Conférence de Bandoeng.

Juillet

— Les ex-centralistes et le Parti communiste algérien rejoignent le FLN.

L'IRRUPTION DES MASSES

Août

— Rappel de 60 000 disponibles. Départ des premiers rappelés pour l'Algérie.
20 : Soulèvement des masses algériennes dans le nord-Constantinois. Cette irruption des masses sur le devant de la scène constitue un tournant pour la révolution algérienne.

Septembre

11 : Première manifestation des rappelés.
30 : La question algérienne est inscrite à l'ONU.

Octobre

— Tentative de soulèvement des groupes armés du MNA dans l'Oranie, qui se solde par un échec.

Novembre

1^{er} : Grève générale organisée par le FLN et le MNA dans l'immigration ouvrière algérienne en France, à l'occasion de l'anniversaire du 1^{er} novembre 1954.
16 : Retour de Mohamed V au Maroc.

Décembre

— Formation du Comité des intellectuels contre la guerre d'Algérie.

1956

Janvier

2 : Le Front républicain l'emporte aux élections législatives. Guy Mollet devient président du Conseil. Les immigrés algériens en France ont appelé au boycott des élections.

Février

— Ralliement des oulémas (religieux) et « élus » algériens au FLN.
16 : Les messalistes créent l'Union des syndicats des travailleurs algériens (USTA). Ce syndicat sera essentiellement implanté en France.
24 : Le FLN réplique en fondant l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Les deux organisations, FLN et MNA, vont se mener une guerre impitoyable jusqu'à ce que le FLN l'emporte.

Mars

2 : Indépendance du Maroc.
12 : Vote des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie (envoi de tout le contingent, généralisation de l'état d'urgence...). Le PCF vote pour.
16 : Manifestation du MNA à Paris contre les pouvoirs spéciaux, sauvagement réprimée (plusieurs dizaines de morts).
20 : Indépendance de la Tunisie.
27 : Mort de Ben Boulaïd. Extension des maquis du FLN dans toute la Kabylie.

Juin

19 : Premières exécutions de militants nationalistes à Alger. Des maquis dans toute l'Algérie.

Août

20 : Le FLN définit sa politique au Congrès de la Soummam. Il se dote d'une direction composée de Abane Ramdane, Larbi Ben M'Hidi et Krim Belkacem.

Septembre

1^{er} : Rencontre à Rome entre Commin (SFIO), Yazid et Kiouane (FLN). Les pourparlers ne donnent rien.
7 : Début du terrorisme à Alger (« Bataille d'Alger »).
23 : Mort de Zighoud Youssef, responsable du Constantinois. 600 000 hommes en Algérie.

Octobre

22 : Interception en vol des responsables extérieurs du FLN dans l'avion qui les transportait du Maroc pour aller en Tunisie (Ait Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Khider, M. Lacheraf).
23 : Insurrection de Budapest.

Novembre

4 : Les chars de la bureaucratie russe entrent à Budapest.
5 : Intervention des troupes franco-britanniques en Égypte, contre la nationalisation du canal de Suez.

1957

Janvier :

— Les pouvoirs de police à Alger sont confiés à la X^e division parachutiste du général Massu par le gouverneur général de l'Algérie R. Lacoste (SFIO). Alain Savary, hostile à la politique de Guy Mollet, démissionne du gouvernement.
28 : Les paras brisent la grève générale de huit jours décidée par le FLN.

Février

23 : Larbi Ben M'Hidi, responsable pour l'Algérois, est arrêté par les paras du colonel Bigeard. Il sera assassiné dans sa cellule par des sections spéciales.

Mai

21 : Chute du gouvernement Guy Mollet.
29 : Massacre de 300 villageois à Mélouza, soupçonnés d'être des messalistes, par des groupes du FLN.

Juin

4 : Quatre dirigeants trotskystes du Parti communiste internationaliste (P. Lambert, S. Just, G. Bloch, D. Renard) passent en procès pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ».

Fac-similé de *La Vérité*, organe du PCI (décembre 1956).

Quatre militants TROTSKYSTES vont être jugés

POUR ATTEINTE A LA SURETE DE L'ETAT (article 80) POUR AVOIR FAIT

CAMPAGNE DANS «LA VERITE»

- Contre la guerre d'Algérie;
- Pour que les milliards gaspillés chaque jour soient affectés à la satisfaction des revendications ouvrières;

11 : Formation du cabinet Bourges-Maunoury.
28 : Congrès de l'USTA qui réunit 324 délégués (région parisienne, Est et Nord de la France).

Septembre

24 : Yacéf Saadi, chef des commandos FLN d'Alger, est arrêté. Démantèlement de la « zone autonome d'Alger » du FLN. Fin de la « Bataille d'Alger ».
30 : Organisation des réseaux Jeanson d'aide au FLN en métropole.

Octobre-novembre

— Les « règlements de comptes » entre FLN et MNA redoublent d'intensité. A. Filali, ancien responsable de la Fédération de France du MTLD et bras droit de Messali, est assassiné. Le FLN commence à prendre le dessus sur le MNA.
6 novembre : formation du gouvernement F. Gaillard.

Décembre

— Première livraison de pétrole d'Hassi-Messaoud. Début de l'exploitation du pétrole en Algérie.

1958

Février

8 : Mise en œuvre par l'armée française du droit de suite au-delà des frontières. Le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef est bombardé par l'aviation française.

Avril

15 : Chute du gouvernement Gaillard. Il s'ensuit une crise gouvernementale.
27 - 30 : A la conférence maghrébine de Tanger, le FLN est reconnu « seul interlocuteur valable ».

LA NAISSANCE DE LA V^e REPUBLIQUE

Mai

13 : L'armée prend le pouvoir en Algérie. Formation d'un Comité de salut public.

Juin

1^{er} : De Gaulle président du Conseil. Les pouvoirs spéciaux sont étendus à la métropole.
4 : Tournée de De Gaulle en Algérie : « *Je vous ai compris.* »
5 : Messali déclare « *approuver et comprendre les propositions du général de Gaulle sur l'autodétermination.* »

Août

— Le FLN décide de porter la guerre en France.

Septembre

19 : Formation du Gouvernement provisoire de la République algérienne. Le GPRA est reconnu par 11 Etats. F. Abbas en est élu président.

Octobre

3 : De Gaulle propose la « paix des braves ». Le FLN réaffirme le droit à l'indépendance.

Décembre

21 : De Gaulle est élu président de la République. Naissance de la V^e République.

1959

Janvier

8 : Entrée de Castro à La Havane.
15 : Messali Hadj est libéré et s'installe à Gouvieux, près de Chantilly. Il refuse la proposition de Bourguiba de s'installer en Tunisie.



Une biographie politique de Messali Hadj

En vente en librairie

Editions Le Sycomore

Mars

28 : Le colonel Amrouche, chef de la willaya III, est tué au sud de Boussaada, après un combat inégal de 2 500 soldats français et 40 combattants de l'ALN.

Juillet

21 : Le général Challe déclenche l'opération « jumelle ». Plusieurs dizaines de milliers de troupes d'élite ratissent le territoire algérien.

Septembre

16 : Discours de De Gaulle sur l'autodétermination. Le GPRA demande des garanties sur l'autodétermination.

1960

Janvier

19 : Le général Massu est rappelé en métropole.
24 : Semaine des barricades à Alger. Les ultras « Algérie française » commencent à s'organiser.

Juin

25-29 : Pourparlers franco-algériens qui se soldent par un échec.

Septembre

6 : Manifeste des « 121 » intellectuels en France contre la guerre d'Algérie.

Octobre

27 : Grande manifestation de l'UNEF contre la guerre.

Décembre

11 : La population algérienne manifeste à Alger dans le quartier de Belcourt avec le drapeau de l'indépendance.
20 : L'ONU reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple algérien.



Ben Bella.

1961

Février

— Constitution de l'OAS

Avril

22 : Putsch des généraux Salan, Jouhaud, Zeller et Challe à Alger. Il prend fin le 27 avril.

Mai-juin

Attentats de l'OAS.
21-23 : Bizerte, en Tunisie, investie par l'armée française.

Juillet

28 : Echec des premiers pourparlers à Evian. Messali a refusé de participer à ces négociations.

Août

9 : Réunion de la direction du FLN à Tripoli. Ben Khedda président du GPRA.

Octobre

Le couvre-feu est imposé à la communauté algérienne dans la région parisienne par Maurice Papon, préfet de police de l'époque.

17 : à l'appel du FLN, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent à Paris contre le couvre-feu. La répression sera sanglante : 200 morts, 400 disparus, des milliers de blessés.

Novembre

5 : Ben Bella et ses compagnons de détention commencent une grève de la faim qui s'achève le 21 novembre.

L'INDEPENDANCE

Janvier

Multiplication des attentats OAS en Algérie et en France.

Février

8 : Des dizaines de milliers de personnes manifestent à Paris contre l'OAS. On relèvera 9 morts chez les manifestants (tous militants du PCF, écrasés dans la bouche du métro Charonne).

10 : Conférence aux Rousses entre P. Joxe et Krim Belkacem.
12 : Un million de travailleurs et jeunes participent à l'enterrement des victimes de Charonne.

Mars

7 : Ouverture des négociations à Evian.
13 : Le romancier Mouloud Feraoun est assassiné par l'OAS. Dans la seule ville d'Alger, 553 Algériens sont assassinés par l'OAS entre le 15 février et le 15 mars.
19 : Les accords d'Evian sont signés. Cessez-le-feu.
26 : Fusillade dans la rue d'Isly à Alger à l'occasion d'une manifestation « Algérie française » : 40 morts et 200 blessés (manifestants et forces de l'ordre).

Avril

14 : Pompidou devient Premier ministre.
20 : Salan est arrêté. Apogée du terrorisme OAS.

Juin

17 : Accord FLN-OAS (Mostefai-Susini).

Juillet

1^{er} : Référendum sur l'indépendance.
5 : Indépendance de l'Algérie, 132 ans jour pour jour après la conquête française (5 juillet 1830).
12 : Ben Bella acclamé à Oran. Il forme son gouvernement le 29 septembre.

B. Stora.

Orientations bibliographiques pour établir la chronologie :
— *Les Archives de la révolution algérienne*, Mohamed Harbi, éd. J.-A., 1981.
— *La Naissance du nationalisme algérien*, A. Nouschi, éd. Minit, 1962.
— *Histoire de l'Algérie contemporaine*, C.-R. Ageron, PUF, 1979.
— *Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien*, B. Stora, éd. Le Sycomore, 1982.



Manifestation des masses lors de la proclamation de l'indépendance.

L'Algérie vingt ans après

Dans la dernière semaine d'avril, de puissantes manifestations de jeunes ont eu lieu à Oran et dans les autres villes de la région. La répression a durement frappé : plus de trois cents arrestations. Les événements de l'Oranais ne sont que la dernière expression en date du refus du peuple travailleur d'Algérie d'accepter le sort qui lui est fait, vingt ans après l'indépendance du pays.

Nous publions dans ce numéro de *Tribune internationale - La Vérité* deux documents : d'une part, la récente déclaration d'Ahmed Ben Bella, l'un des fondateurs du FLN, et le premier président de la République algérienne ; Ben Bella fut renversé en 1965 par le coup d'Etat de Boumediene et détenu jusqu'en 1980.

Cette déclaration : « *La colère gronde dans notre peuple* » est par elle-même une preuve de la profondeur de la crise qui secoue l'Algérie et de la fragilité du régime des successeurs de Boumediene. Il conclut cette déclaration, qui a l'allure d'un réquisitoire, par un appel à « *un large consensus national, à la sagesse* », permettant « *un débat démocratique, ouvert à tous* ».

D'autre part, nous reproduisons le tract diffusé — après les manifestations de l'Oranais — par l'Organisation socialiste des travailleurs, section algérienne de « *IV^e Internationale (Centre international de reconstruction)* ».

Quant à la gravité de la situation que connaît l'Algérie, cette déclaration recoupe en bien des points celle de Ben Bella. La déclaration de l'OST continue en précisant l'objectif immédiat que dégage le combat des masses travailleuses (« *chasser la dictature et établir la démocratie* »), et en définit le contenu : « *Election libre et démocratique, au suffrage universel direct et secret, d'une Assemblée constituante souveraine, qui désignera un gouvernement responsable devant elle, qui devra satisfaire les revendications des masses ouvrières, paysannes et jeunes.* »

« LA COLERE GRONDE CHEZ NOTRE PEUPLE »

Ahmed Ben Bella

ELLE vient de s'exprimer dans tout l'ouest de notre pays du 21 au 28 avril 1982 à Oran, Mostaganem, Arzew, Mascara, Saïda, Mohammadia, Tlemcen, Maghnia ; peut-être ailleurs, la censure qui étouffe l'information ne permet pas de s'assurer de ce qui se passe réellement dans le pays. L'est algérien était touché à son tour par ce vaste mouvement de protestation puisque des manifestations étaient signalées dans la région de Sétif et de Bordj Bouarreridj.

Au mécontentement légitime des étudiants et des lycéens vient s'ajouter celui des chômeurs livrés à leur sort comme le reste des jeunes en général, tous victimes d'un système qui reproduit inexorablement l'exclusion du plus grand nombre et qui accule à la marginalisation, à l'émigration, sinon à la délinquance.

« Cela fait trop de provocateurs » (1)

Les tenants du régime traitent nos jeunes avec mépris quand ils parlent d'irresponsables manipulés par des éléments provocateurs. C'est ainsi que le communiqué diffusé par l'APS conclut que « *la majorité sinon la totalité des individus appréhendés se trouvent être des délinquants qui n'ont rien de commun avec les préoccupations des jeunes* ».

Le comble de l'irresponsabilité a été atteint lorsque le secrétaire d'Etat à l'Enseignement secondaire et technique vint ce même jour annoncer à la télévision la décision d'organiser une semaine nationale d'information sur l'orientation scolaire et professionnelle et pour promettre que « *toutes les conditions seront réunies pour que les candidats au baccalauréat passent normalement avec de larges conditions de succès* », et cela alors que les rumeurs sur un nombreux clausus aggravant la sélection déjà féroce découlant du système d'enseignement, se faisaient plus précises.

Provocateurs donc, selon la version officielle à Oran ? Mais alors, provocateurs également à Mostaganem, à Arzew, à Relizane, Mascara, Saïda, Tlemcen, Maghnia, provocateurs encore à Sétif, et Bordj Bouarreridj ? Cela fait trop de provocateurs ! Et si c'était le système lui-même qui était provocateur à l'endroit de tout un peuple ?

En réalité, de par le monde, les jeunes sont devenus la conscience blessée des peuples face aux régimes d'oppression. Ils sont bien plus jeunes mais tout aussi mûrs, avec parfois quatre ans d'avance sur leurs aînés d'il y a 10 à 15 ans.

C'est là le fait d'une mutation biologique que tout le monde peut constater, en même temps que la contestation dans

les lycées et les collèges prend la relève de celle des universités, pour devenir plus dure et plus massive. La classe historique a changé de nom.

Ce sont les collégiens et les lycéens qui sont en passe de la constituer. Ce sont eux qui, désormais, font l'histoire : à Soweto en Afrique du Sud, au Salvador, en Cisjordanie comme à Tizi-Ouzou, à Oran et ailleurs.

Voilà ce qu'une vision lucide des faits, une attitude responsable devrait constater, constater aussi que 3 sur 4 de ces jeunes sont potentiellement des chômeurs, des sans-logis ou des exclus sociaux.

« Le système est impuissant à trouver de véritables remèdes »

La sonnette d'alarme est tirée par nos jeunes. Ils constituent la meilleure part de nous-mêmes. Ils ont un amour profond de l'Algérie, même quand, justement quand ils détruisent ce qui la définit, lorsqu'ils détruisent le « café riche » et les hondas, symboles des trucs, des falsifications, de la fuite massive de notre argent, de la corruption généralisée qui épuise notre pays, corrodent nos ressorts mentaux, insultent au sang généreusement versé et crachent sur notre avenir.

Comment résoudre les problèmes de notre jeunesse, mais ceux également de tout un peuple, immenses, ceux d'une agriculture sérieusement mise à mal, d'une industrialisation devenue un boulet rivié à nos pieds, du problème de l'habitat devenu véritable brûlot potentiel comme lors des événements survenus à Saïda, et de la santé gratuite elle-même bien malade, puisque devenue santé de classe, de l'insécurité de nos villes du fait du choix politique insensé, et pour couronner le tout de la corruption généralisée.

Oui, comment résoudre tous ces problèmes dont l'inventaire complet reste à dresser quand tout s'effrite autour de nous, et alors que 20 ans après l'indépendance notre pays cherche les voies d'une approche de nos problèmes économiques, sociaux, politiques et culturels radicalement différents.

C'est une telle situation caractérisée par des blocages dangereux qui est cause de ces fièvres sporadiques, de secousses de plus en plus fortes enregistrées à Bel Abbès, Tizi-Ouzou, Palestro, dans le nord constantinois avec des barrages de routes, à Batna, à Laghouat, et maintenant à Oran et ailleurs.

Face à une situation aussi grave, et qui le deviendra bien davantage, le système est impuissant à trouver de véritables remèdes.

« Ce que le peuple murmure depuis longtemps »

Ces jeunes ont dit tout haut ce que le peuple murmure depuis longtemps. C'est le produit spontané d'un mécontentement qui s'est accumulé au cours des mois, des années, pour exploser alors que la situation devient insupportable.

Voilà la vérité. Toute autre explication est restrictive, erronée et dangereuse. C'est faute d'un cadre normal de discussion démocratique alors que la gravité de la situation devient lancinante, et face à un système clos, fermé, où toute véritable discussion est faussée à la base et où, au contraire, ce sont la bassesse et la médiocrité qui sont récompensées, que l'explosion populaire a eu lieu.

La création d'un cadre assaini, démocratique, devient désormais une exigence première, un cadre qui garantirait l'exercice des libertés démocratiques et le respect des droits fondamentaux de l'homme.

La grave crise que traverse notre pays est inséparable de la crise qui affecte l'ensemble des pays du Maghreb, des pays arabes, islamiques, et des pays du tiers monde ; inséparable aussi de la crise qui affecte l'ordre occidental caractérisée par le naufrage de ses idéologies.

Parce que nous avons payé chez nous très cher le succès de nos luttes, cette crise devient intolérable.

Un large consensus national rétablissant la confiance et le tissu de nos solidarités est indispensable pour dégager le pays de l'enlisement économique, social, culturel et politique qui s'aggrave.

Toutes les forces saines, sans exclusive, du pays devraient être appelées, dans un débat démocratique national, à y contribuer.

Seul un tel choix est salutaire, et non point des mesures répressives auxquelles recourrait le pouvoir et qui conduiraient inévitablement à une impasse. Cela ni notre armée, ni les services de sécurité à travers leurs éléments sains, encore nombreux, ni notre peuple, ne sauraient l'admettre.

Puisse la sagesse prévaloir. Puisse-t-elle conduire à un débat démocratique ouvert à tous pour un avenir à la mesure des espoirs légitimes de notre peuple. »

Signé : Ahmed Ben Bella

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale - La Vérité*.



Chadli, l'actuel président de la République algérienne.

DECLARATION DE L'OST

J EUDI 22, vendredi 23, samedi 24 avril à Oran, la jeunesse lycéenne descend dans la rue. Victimes de la sélection, obligés d'interrompre leurs études, les jeunes sont exclus du système scolaire, jetés à la rue. Pour ceux qui arrivent en classes terminales, l'écrasante majorité est condamnée à échouer au baccalauréat. C'est le résultat de la politique du régime de l'arbitraire et de la misère. Par son imprévoyance, par son incapacité, par son irresponsabilité, plus de trois millions de jeunes sont jetés à la rue, réduits à la déchéance. La jeunesse scolaire, la jeunesse dans son ensemble, se trouve plongée dans l'angoisse du lendemain, dans la peur.

C'est inadmissible ! C'est intolérable ! C'est criminel ! La jeunesse a raison de se défendre et de manifester, et c'est ce qui donne aux manifestations d'Oran la forme et le contenu d'une grande manifestation politique contre le régime de l'arbitraire et de la misère, contre le régime des privilégiés et des corrompus, le régime de l'exploitation et de l'oppression, soumis à l'impérialisme, sourd aux aspirations, aux revendications et aux besoins de la jeunesse et du peuple.

Devant cette grande manifestation, devant ces revendications toutes simples, légitimes, le pouvoir répond par la répression. La police, les brigades anti-émeutes ramenées de plusieurs régions du pays répriment brutalement. Elles utilisent les chiens, les gaz lacrymogènes. Il y a des dizaines de blessés. Plus de 300 arrestations sont opérées. Immédiatement, ces jeunes sont inculpés, jugés, condamnés, emprisonnés.

El Moudjahid, le journal des colonels, écrit : « *Les incidents d'Oran : faisant suite à un regroupement de lycéens inquiétés par les fausses rumeurs anticipant sur les résultats du baccalauréat, des incidents sans gravité ont eu lieu à Oran, rapporte l'agence APS. Des éléments provocateurs, abusant de la bonne foi de ces jeunes, ont profité de cette circonstance pour commettre des actes répréhensibles, particulièrement des jets de pierre contre les devantures de quelques magasins. L'intervention des forces de l'ordre a permis de rétablir rapidement le calme. Des arrestations ont été opérées et l'enquête en cours a d'ores et déjà fait ressortir que la majorité sinon la totalité des individus appréhendés se trouvent être des délinquants qui n'ont rien de commun avec les préoccupations de ces jeunes. L'enquête suit son cours.* » Ce régime insulte et calomnie, réprime et emprisonne à la fois ! Quel cynisme ! Quel arbitraire !

Grèves, manifestations (1)

Les manifestations se multiplient et s'étendent dans plusieurs villes de l'Oranie : à Sidi-Bel-Abbès, Mascara, Mostaganem, Aïn Temouchent, Tiaret, Tlemcen, Maghnia, Arzew. Tous les étudiants d'Oran, en signe de solidarité, se mettent en grève, manifestent et exigent la libération des emprisonnés. Quoi que dise *El Moudjahid* aux ordres, c'est une grande partie du pays qui se soulève contre le régime de l'arbitraire et de la dictature agonisante, issu du coup d'Etat de juin 1965.

Au même moment, la Kabylie est quadrillée par la gendarmerie, la police, les forces armées. Les villes de Tizi-Ouzou, Douira, Bejaïa sont encerclées. Le centre universitaire de Tizi-Ouzou est fermé. En définitive, c'est la presque totalité du pays qui est en état de siège. Les mois précédents, dans plusieurs villes et villages, des explosions ont eu lieu, particulièrement à Saïda.

La haine des masses ouvrières, paysannes, jeunes, petits commerçants et artisans, en définitive l'immense majorité du peuple algérien, contre le régime du bonaparte Chadli, ne cesse de monter. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est d'en finir avec ce régime de la dictature, d'abattre ce régime corrompu, soumis à l'impérialisme. Oui, il n'y a pas de tâche plus urgente aujourd'hui que celle de chasser ce régime du colonel Chadli, et le plus tôt sera le mieux.

Oui, les masses travailleuses, les jeunes veulent chasser le régime de la dictature et établir la démocratie, l'égalité, la justice, un Etat de droit qui garantira tous les droits et libertés : le droit au travail, le droit aux études, le droit au logement, le droit à une vie décente, le droit à la culture, le droit d'étudier, de parler et d'écrire sa langue maternelle. Parce que l'Organisation socialiste des travailleurs combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire en Algérie, section de la IV^e Internationale, parce qu'elle combat pour la République ouvrière et paysanne, elle combat fermement avec les masses travailleuses, la jeunesse, pour chasser ce régime pourri, ce régime de la misère et de la dictature.

Pour l'élection libre et démocratique, au suffrage universel direct et secret, d'une Assemblée constituante souveraine, qui désignera un gouvernement responsable devant elle, qui devra satisfaire toutes les revendications des masses ouvrières, paysannes et jeunes.

Pour :

- les libertés d'expression, d'opinion, de presse ;
- les libertés de réunion, d'association, d'organisation ;
- le droit de grève.

Pour :

- des syndicats ouvriers, paysans, étudiants, lycéens, indépendants de l'Etat ;
- le plein exercice des libertés démocratiques ;
- la dissolution des corps répressifs de la police, des forces armées, de la police politique, de la sécurité militaire.

Pour l'égalité en droit de la femme et de l'homme, pour la rupture avec l'impérialisme.

**A bas le régime de l'arbitraire !
A bas la répression !
Libération immédiate
de tous les emprisonnés !**

Alger,
26 avril 1982.

(1) L'intertitre est de la rédaction de *Tribune internationale - La Vérité*.

Un tournant dans la révolution centro-américaine

Nous avons publié dans le dernier numéro de *Tribune internationale* une déclaration de la direction du FSLN, communiquée par l'Ambassade du Nicaragua en France, dénonçant la « désertion » de Eden Pastora Gomez (1) qui, selon les termes de cette déclaration, « vient s'ajouter à la contre-révolution ».

En effet, le 15 avril dernier, Eden Pastora organisait une conférence de presse dans un hôtel des environs de San José, capitale du Costa Rica, au cours de laquelle il dénonçait le gouvernement sandiniste pour « avoir instauré un régime de terreur » et déclarait que « les tanks achetés par Managua sont le symbole du pouvoir soviétique ». Il expliquait que le moment était venu de recommencer la lutte pour « arranger les choses » et « battre à coups de revolver le gouvernement du Nicaragua ». Plus particulièrement, il dénonçait les « expropriations, confiscations de terres et d'usines » qui remettaient en question l'« économie mixte » c'est-à-dire toutes les mesu-

res prises sous la pression et l'action révolutionnaire des masses contre la bourgeoisie nicaraguayenne.

Il est certain que les déclarations d'Eden Pastora prennent place dans le dispositif de Haig et de Reagan contre la révolution nicaraguayenne, aux côtés de l'impérialisme dont l'objectif est de déstabiliser le gouvernement sandiniste afin de créer les conditions politiques lui permettant de donner un coup d'arrêt à la révolution nicaraguayenne.

En même temps, ces déclarations expriment les répercussions dans le FSLN de l'alternative devant laquelle se trouve placé ce mouvement : ou bien aller de l'avant, dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, ou bien s'aligner sur les exigences des capitalistes (que le FSLN appelle en vain à l'« unité nationale »), et dont les déclarations de Pastora, la démission du ministre de l'Economie sont l'expression à l'intérieur du gouvernement lui-même.

Peu de jours après les déclarations d'Eden Pastora, Miguel Urroz (2), chef de l'Ordre intérieur du Nicaragua, il y a encore peu de temps, annonçait, toujours à San José du Costa Rica, son « appui militant » à Eden Pastora, appui venant donc de celui-là même qui était chargé de réprimer les « excès » des masses au Nicaragua, les grèves et occupations « sauvages » d'usines et de terres.

« Nous ne voulons pas d'un carnet signé par un traître ! »

Après la chute de Somoza, Eden Pastora fut nommé vice-ministre de la Défense et chargé de la direction des milices populaires sandinistes. Dès que furent connues ses déclarations, de tout le pays, des miliciens renvoyèrent à Managua, capitale du Nicaragua, leurs carnets de membres des milices parce qu'ils étaient signés par Pastora, et le 17 avril, dans une manifestation dans le centre de Managua, des centaines de miliciens brûlèrent leur vieux carnet en criant : « Nous ne voulons pas d'un carnet signé par un traître ! »

Qui ne comprend dès lors l'importance du fait que les masses rassemblées dans les milices populaires contre l'intervention impérialiste élisent elles-mêmes leurs propres commandants, afin d'exercer leur contrôle révolutionnaire pour éviter que des transfuges de cet acabit puissent tenter de porter des coups contre la révolution !

Alors que tapis dans l'ombre, encouragés par des Pastora et autres, des commandos assassinent sélectivement des membres des milices, pourquoi laisser les miliciens désarmés, pourquoi ne pas armer les brigades des milices populaires ? Qui, mieux que les travailleurs des quartiers, des usines, des campa-

gnés, connaît et sait où se cachent ceux qui portent des coups contre leur révolution et leurs combattants ?

Depuis le départ des bourgeois du gouvernement, produit du développement aigu de la lutte de classes, la révolution nicaraguayenne ne cesse de s'approfondir. Nous y avons déjà fait référence dans les précédents numéros de *Tribune internationale - La Vérité*. Mais aujourd'hui, cela prend une nouvelle dimension avec la crise qui a éclaté à l'intérieur même du FSLN. La constitution d'un gouvernement du seul FSLN, comme nous l'avons exigé dès la chute de Somoza, encourage le mouvement des masses à aller plus loin, exigeant des mesures radicales contre la bourgeoisie.

Le 16 avril, un jour après la conférence de presse d'Eden Pastora, 20 000 hectares de terres étaient distribués à onze coopératives agricoles de Jinotega, Matagalpa, Granada, Masaya et Managua, alors que dans l'ensemble 70 000 hectares ont été jusqu'ici expropriés.

C'est à juste titre qu'Edgardo Garcia, secrétaire général du syndicat des paysans, l'ATC (Association des travailleurs de la campagne) a expliqué que les dénoncia-

tions de Pastora « sont dirigées contre les travailleurs parce que c'est nous qui avons fait pression pour que se réalisent les confiscations de terres, qui avons dénoncé les patrons qui décapitalisent les centres productifs et qui appuient les bandes contre-révolutionnaires ».

Le 19 juillet 1981, le gouvernement sandiniste a décidé que pour combattre la décapitalisation organisée par la bourgeoisie, il fallait exproprier les entreprises et domaines de ceux qui organisaient un tel sabotage économique. Qui mieux que les travailleurs des usines et des champs sait et connaît l'activité des patrons et propriétaires fonciers pour lesquels ils travaillent. Qui mieux qu'eux connaît le moindre mouvement de ces saboteurs ?

Contrôle ouvrier sur la production !

N'est-ce pas grâce à l'activité des comités et syndicats ouvriers occupant les usines que des industries comme « La Perfecta » (industrie du lait), « Procon » et « Las Tres F » (industries du textile) ont pu voir stopper le processus de liquidation de la production entrepris par leur patron, et qui, aujourd'hui expropriées, peuvent contribuer à lutter contre le plan de déstabilisation de ceux-ci ?

N'est-ce pas grâce à l'activité et au contrôle des travailleurs et de leurs organisations que se mène la prévention contre le sabotage dans l'industrie de la banane (Standard Fruit) et du sucre (Ingenio Xavier Guerra), et que les trois entreprises textiles, Fenatax (ex-Fabritex), Texnisa (ex-El Porvenir) et Telasa ont repris leurs activités ?

Dès lors, n'est-il pas clair que toute mesure contre la décapitalisation et le sabotage doit s'accompagner de la généralisation du contrôle ouvrier sur la production exercé par les ouvriers et leurs organisations ?

Certes, il ne s'agit pas de procéder à des expropriations de manière aveugle. Il s'agit de savoir si l'ensemble des mesures économiques et sociales visent à réorganiser profondément la production en faveur des masses contre le sabotage économique des patrons. Dès lors, quel sens peut avoir la mesure prise récemment, pour « stimuler l'activité économique », accordant aux industriels et propriétaires fonciers qui produisent pour l'exportation un pourcentage significatif du revenu de ces exportations « en certificats de disponibilité en dollars US » ?

Cela leur permettra de négocier légalement ceux-ci au taux de change du marché parallèle, sans que cette décision ne soit assortie d'aucune obligation particulière quant à l'utilisation de ces nouveaux revenus.

Et cependant, la bourgeoisie et l'impérialisme ne cessent d'attaquer le gouvernement du FSLN et de préparer des mesures visant à liquider la révolution.

Un dispositif d'ensemble de l'impérialisme

Le dispositif mis en place pour étrangler la révolution nicaraguayenne est une partie du dispositif d'ensemble contre la révolution centro-américaine et plus particulièrement contre la situation révolutionnaire au Salvador.

Il faut remarquer, et ce n'est pas anecdotique, que le seul pays européen qui ait envoyé des observateurs officiels pour donner sa caution à la farce électorale du 28 mars au Salvador est celui du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, et que le principal gouvernement des pays latino-américains directement impliqué dans les tâches de répression au Salvador est celui de la dictature militaire argentine.

C'est ainsi que les deux piliers du dispositif contre-révolutionnaire mis en place par l'impérialisme US pour liquider la révolution centro-américaine sont entraînés dans le tourbillon de la crise créée par la récupération des îles Malouines. Voilà une première conséquence de la crise ouverte dans l'Atlantique Sud. La junte militaire argentine vient d'annoncer le retrait de ses conseillers militaires au Salvador. C'est tout le dispositif contre-révolutionnaire établi par les USA en Amérique latine qui est ébranlé.

Comme le dit le correspondant du journal madrilène *El País* à Mexico, le 7 mai 1982 : « Il est démontré que la vieille théorie monroïste "L'Amérique aux Américains" n'était qu'une formule impérialiste qui permettait aux Etats-Unis de manier les affaires continentales comme celles d'une nouvelle colonie. Jamais comme aujourd'hui les pays d'Amérique latine n'ont ressenti aussi fort qu'ils sont l'arrière-cour des Etats-Unis... Une brèche s'est ouverte au sud du Rio Grande, qu'il ne sera pas facile de combler. Il s'est réveillé dans tout le continent un sentiment anti-impérialiste dont la portée devra se mesurer dans les prochains mois. »

Certes, voilà des décades que les peuples d'Amérique latine ont subi l'oppression, l'exploitation, la répression impérialiste au nom de la doctrine monroïste. Et c'est bien animées d'une ferme volonté anti-impérialiste que périodiquement les masses sont parties à l'assaut du pouvoir contre les oligarchies locales, agences de l'impérialisme.

Mais aujourd'hui, la montée de la révolution centro-américaine s'appuyant sur la révolution nicaraguayenne qui jeta à bas la vieille dictature de Somoza, fidèle pion de l'impérialisme US, se réalise alors que dans l'ensemble du continent latino-américain les régimes dictatoriaux vacillent. De là l'importance, pour la lutte des masses ouvrières et paysannes, que se disloque à propos de la crise des îles Malouines le dispositif contre-révolutionnaire établi par l'Administration Reagan contre la révolution centro-américaine.

Les propositions de Lopez Portillo

Comme on le sait, l'impérialisme s'est appuyé sur les tentatives de

(suite page 16)



Combattants du Front Farabundo Martí de libération nationale dans la région de Guazapa (Salvador).

Un tournant dans la révolution centro-américaine

(suite de la page 15)

médiation du gouvernement mexicain pour accompagner son dispositif d'agression, de manœuvres diplomatiques. Les propositions de paix formulées par Lopez Portillo en février dernier ainsi que la déclaration franco-mexicaine visent à faire pression sur le FSLN et le FMLN du Salvador pour les amener à céder face à l'impérialisme US, lequel, selon les déclarations du chef du gouvernement mexicain, « n'a pas à s'inquiéter pour ses intérêts » des propositions de ce plan de paix.

A cette pression, la bureaucratie stalinienne et Castro sont loin d'être étrangers. Dans une déclaration commune faite à l'issue du voyage à Cuba de Georges Marchais, secrétaire général du PCF, Castro et Marchais ont notamment expliqué :

« Dans une situation internationale extrêmement complexe, la déclaration franco-mexicaine et les propositions de paix formulées par le Mexique et le Nicaragua constituent des contributions positives pour le rétablissement de la paix, de la justice et de la liberté en Amérique centrale. Celles-ci ont été soutenues par Cuba, qui, à plusieurs reprises, a proclamé sa volonté de contribuer à une solution politique du conflit en Amérique centrale. »

Certes, personne ne peut s'opposer à des négociations. Personne ne peut condamner la volonté de la part des dirigeants du FSLN et du FMLN d'exploiter des contradictions inter-bourgeoises et inter-impérialistes pour favoriser et protéger la lutte des masses d'Amérique centrale.

Mais l'acceptation du plan Lopez Portillo implique l'acceptation de l'aménagement de la situation dans le cadre d'un remaniement de la junte assassine du Salvador, elle implique aussi la perte de la souveraineté du Nicaragua sur son système de défense. Pour Lopez Portillo, il s'agit de contribuer à ramener la stabilité impérialiste et bourgeoise en Amérique centrale. Cette voie ne peut conduire qu'à la défaite des masses salvadoriennes,

au désarmement de la révolution nicaraguayenne.

Un gouvernement profondément divisé

Cependant, au Salvador, le plan de renforcement du régime auquel devaient contribuer de façon décisive les « élections » du 28 mars a échoué de manière évidente. Après une violente crise politique de plus d'un mois, au cours de laquelle le représentant du mouvement d'extrême-droite ARENA, le major Roberto R. d'Aubuisson, accusait l'homme fort de l'armée, le général Jaime Abdul Gutierrez, de vouloir réaliser une « révolution de palais » avec l'appui de l'ambassadeur itinérant US Vernon Walters, un président de la République a été élu et un gouvernement nommé.

Il faut préciser que l'élection à la présidence de la République d'Alvaro Magana obtenue par l'éclatement de la coalition d'extrême-droite qui venait d'élire d'Aubuisson président de l'Assemblée constituante (3), s'accompagnait immédiatement de l'élection de trois vice-présidents au cours de laquelle la coalition qui avait permis l'élection d'Alvaro Magana éclatait à son tour.

Le nouveau gouvernement composé de quatre membres de l'ARENA, trois du PCN, trois de la démocratie chrétienne et quatre « indépendants » imposés par l'armée, c'est-à-dire sept anciens membres de la junte militaire-démocrate-chrétienne, et sept membres de l'ancienne opposition d'extrême-droite, est un gouvernement profondément divisé imposé sous la pression de la junte militaire et du département d'Etat américain.

Loin de stabiliser le régime, les « élections » du 28 mars ont accentué la crise politique de la dictature. L'archevêque du Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, qui s'était félicité du déroulement des « élections » et sur cette base avait demandé la reddition de la guérilla, déclarait :

« La joie ressentie le 28 mars dernier du fait du nombre de votants

est assombrie par l'inquiétude née de la composition de l'Assemblée constituante et de ses conséquences », faisant ainsi allusion à la domination des deux partis d'extrême-droite (le PCN et l'ARENA) sur cette coalition majoritaire à l'Assemblée.

Il affirmait ensuite que « la pratique de l'assassinat politique et de la répression » se poursuivait dans le pays et que de ce point de vue la « situation ne s'est pratiquement pas améliorée ». Le 11 avril, 143 civils ont été assassinés et 56 autres arrêtés pour des raisons politiques, a-t-il poursuivi, précisant que plus de 300 cas de disparition avaient été rapportés à la Croix Rouge internationale pour le seul mois de mars. Enfin, il concluait : « Ni la répression ni la contrainte par les armes n'offriront d'issue. »

La dictature s'est lancée au plein milieu de la crise politique dans une opération militaire contre la guérilla considérée comme la plus importante depuis le début de la guerre civile. L'opération « Torola », concentrant 2 500 hommes dont le fameux bataillon « Atlacalt », l'artillerie et l'aviation, avait comme objectif de « détruire la guérilla » au nord-est du département de Morazan, considéré comme le principal sanctuaire du FMLN.

Après des jours de durs combats, l'opération a cessé et le FMLN déclare continuer à contrôler la zone. La dictature attend maintenant l'arrivée de 1 500 hommes formés pendant des mois dans les casernes des USA, pour reprendre de nouvelles offensives meurtrières.

Pourtant, les dépêches d'agences continuent d'annoncer le 11 mai les actions multiples de harcèlement de la guérilla dans les différents points du pays. Et elles expliquaient le 8 mai : « A l'occasion d'un voyage à Suchitoto, les journalistes ont pu prendre conscience de la "guerre d'usure" que la guérilla impose aux forces gouvernementales. Un jeune soldat cantonné dans un des postes raconte comment "les rebelles apparaissent et disparaissent en un clin d'œil. On sent qu'ils sont là, tout autour", dit-il. »

Ce qui est tout autour, c'est la haine des masses contre l'oppression et l'exploitation sauvage de la dictature militaire. C'est sur elle que s'appuie l'activité de la guérilla qui, malgré de dures pertes, poursuit et approfondit son activité.

La solidarité du mouvement ouvrier international est plus que jamais nécessaire

Bien qu'à un niveau d'intensité inférieur, ce sont les mêmes constatations que font les dépêches d'agence en ce qui concerne le Guatemala où la « veille du 1^{er} mai a été marquée par des affrontements entre les forces de l'ordre et les guérilleros ».

Le 12 mai 1982, une quinzaine de membres du Comité d'unité paysanne (CUC) et du Front populaire 31 occupaient l'ambassade du Brésil « pour prévenir le monde des massacres commis au Guatemala contre les paysans et pour exiger le retrait des soldats des communautés paysannes afin de mettre un terme aux tueries ».

Cette occupation ne s'est pas conclue, comme celle de l'ambassade d'Espagne en décembre 1980, par le massacre de tous les paysans occupant. Les occupants de l'ambassade du Brésil obtenaient le 14 mai le droit de faire une conférence de presse et entraînaient dans un avion de la force aérienne guatémaltèque, qui devait se diriger vers le Mexique.

Ce ne sont certes pas les sentiments humanitaires de la junte militaire qui vient de réaliser le coup d'Etat au Guatemala, après la farce électorale de mars dernier, qui ont protégé les militants du CUC et du FP 31. Ce sont les divisions et la crise politique qui secouent les sommets de la dictature, la crise du plan US de liquidation de la révolution centro-américaine qui ont protégé jusqu'ici l'héroïsme et l'audace de ces militants du Guatemala.

Alors que fin avril-début mai de nouveaux massacres de paysans étaient annoncés, l'impérialisme US décidait de recommencer à vendre des armes au Guatemala ; après

« avoir constaté que les nouvelles autorités guatémaltèques ont pris des mesures positives en ce qui concerne les droits de l'homme ».

Aujourd'hui, alors que la crise politique saisit l'ensemble du dispositif d'agression des USA et des oligarchies locales, alors qu'on assiste à un nouvel approfondissement de la révolution centro-américaine, la menace contre les masses du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua, n'est en aucun cas levée. Au contraire, dans cette situation, la réaction impérialiste ne peut être que violente et plus désespérée encore. La tâche de solidarité du mouvement ouvrier international est plus que jamais nécessaire.

Jean Robles,
Luis Favre,
le 18 mai 1982.

(1) Eden Pastora, de retour d'exil en 1978, dirigea comme « commandante Cero » la fameuse attaque du 28 août contre le palais national grâce à laquelle plusieurs leaders sandinistes purent sortir de prison.

(2) Miguel Urroz co-dirigea l'insurrection dans la capitale du Nicaragua, Managua, contre le dictateur Anastasio Somoza.

(3) D'Aubuisson avait été élu par 35 voix, celles de l'ARENA et du PCN, la démocratie chrétienne votant contre.

— Alvaro Magana, nouveau président provisoire salvadorien, banquier, qui a été longtemps fonctionnaire de l'OEA et de la Banque interaméricaine de développement (BID), était depuis six ans directeur de la Banque centrale du Salvador. Il était élu avec 36 voix, soutenu par trois partis d'extrême-droite, dont le PCN, et la démocratie chrétienne. L'ARENA du major d'Aubuisson votait pour son propre candidat.

— Raul Molina, industriel, membre du Parti de conciliation nationale (PCN), mouvement au pouvoir avant le coup d'Etat de septembre 1979, a été élu vice-président provisoire de la République, avec 33 voix en sa faveur et l'abstention de 24 démocrates-chrétiens, et trois autres abstentions. Le deuxième vice-président est l'avocat Gabriel Gutierrez, présenté par l'ARENA, élu avec 33 voix et 27 abstentions.

Enfin, le député démocrate-chrétien Mauricio Alvergue a été élu troisième vice-président avec les 24 voix de la démocratie chrétienne, une voix contre et 25 abstentions.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, François Forgue, Luis Favre, Humberto Campodonico, Raul Gomez, Pierre Broué.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 56 413

Sygm : Keler (page 1), Darolle (page 3), Pavlovsky (page 14) ; Gamma : Perin (page 3), Maous (pages 10 et 13), Hoagland (page 15) ; AFP : page 5 ; Pitchal : pages 1 et 11 ; Damien : page 7 ; D.R. : pages 12 et 14.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F
..... pli fermé 150 F

Europe pli ouvert 100 F
..... pli fermé 150 F

Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F
..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris



Tribune internationale - La Vérité paraît chaque mois en anglais, en espagnol, en portugais, en allemand et en français.